

A circular infographic with a central globe showing continents in light green and oceans in blue. The globe is encircled by a thick teal ring. Around this ring are numerous small, stylized icons in shades of green and blue, each representing a different aspect of sustainability or environmental science. These include symbols for recycling (a house with a recycling symbol), renewable energy (solar panels, wind turbines), nature (trees, leaves), community and social aspects (people working, a bicycle), and technology (a laptop). The overall design is clean and modern, emphasizing a holistic approach to environmental stewardship.

PRÉAMBULE

En France, la production de déchets a très fortement augmenté depuis les années 90. En 2016, les déchets ménagers sont estimés à 568 kg par habitant soit environ 37.8 millions de tonnes par an. Cette augmentation est liée à la croissance économique et démographique, au progrès technologique et à nos modes de consommation. Elle n'est pas sans conséquence pour l'environnement.

Au-delà de la gestion des déchets, la prévention du déchet est un enjeu majeur dans notre quotidien et pour celui des générations futures. Le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas.

L'Etat, conscient de ces enjeux, a souhaité renforcer les actions territoriales en termes de prévention. Les lois Grenelle ont fait émerger les premières initiatives locales le décret du 10 juin 2015, les collectivités assurant la collecte des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) ont l'obligation de mettre en place un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA).

Ces collectivités ont toutefois la possibilité de se rassembler pour confier l'élaboration du programme à un échelon supérieur, tel qu'un syndicat de traitement des déchets.

Aucune collectivité adhérente n'ayant à ce jour eu la possibilité de rédiger un programme de prévention, il revient au SYPP d'enclencher cette dynamique de réduction de nos déchets ménagers en proposant en propre ce PLPDMA 2021-2026, travaillé au format projet de territoire.

Après une analyse précise des enjeux réglementaires et des données du territoire, Le SYPP et ses collectivités adhérentes s'engagent sur des objectifs à la fois ambitieux et atteignables de réduction des DMA. Par l'évitement des biodéchets et la lutte contre le gaspillage alimentaire, par une valorisation accrue des matières et l'émergence d'une économie circulaire. La sensibilisation des acteurs économiques et du public implique aussi une éco-exemplarité des collectivités et du syndicat. Enfin, le syndicat accompagnera ses collectivités membres vers des outils et fiscalités qui permettent de maîtriser et réduire les volumes de déchets produits.

Alain GALLU

Président

Philippe BERRARD

Vice-Président

Chargé de la prévention

LISTES DES ABBRÉVIATIONS

ADEME : Agence De l'Environnement et de la Maitrise d'Energie

ARC : Ardèche-Rhône Coiron

BDP : Baronnie en Drôme Provençale

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

CE : Commission Européenne

CHSCT : Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

COVED : COLlecte et Valorisation Energétiques des Déchets

DAE : Déchets d'Activité Economique

DAS : Déchets d'Activité de Soins

DASRI : Déchets d'Activité de Soins à Risque Infectieux

DDS : Déchets Diffus Spécifiques

DEEE : Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques

DMA : Déchets Ménagers et Assimilés

DND : Déchets Non Dangereux

DNDNI : Déchets Non Dangereux Non Inerte

DSP : Délégation de Service Publique

EC : Economie Circulaire

EIT : Ecologie Industrielle et Territoriale

ELA : Emballage Liquide Alimentaire

EMR : Emballages Ménagers Récupérés

EPCI : Etablissement Public de Coopération intercommunal

ESS : Economie Sociale et Solidaire

FIBREC : FIBre du RECyclage

FMA : Fonds Mouvant Alternatifs

FREC : Feuille de Route pour l'Economie Circulaire

GM : Gros de Magasin

ICPE : Installation Classée Pour l'Environnement

ISDND : Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux

JRM : Journaux Revues Magazines

NOTRe : Nouvelle Organisation Territoriale de la République

OM : Ordures Ménagères

PCB : PolyChloroByphényl

PEHD : Polyéthylène Haute Densité

PE-PP-PS : polyéthylène polypropylène polystyrène

PET : PolyEthylène Téréphtalate

PLPDMA : Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés

PNPD : Programme National de Prévention des Déchets

PREDD : Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux

PRPGD : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets

REP : Responsabilité Elargie aux Producteurs

SICTOBA : Syndicat Intercommunal de Collecte et Traitement des Ordures Basse-Ardèche

SPGD : Service Public de Gestion des Déchets

SYPP : SYndicat des Portes de Provence

SYTRAD : SYndicat de TRAitement des déchets

TGAP : Taxe Générale sur les Activités Polluantes

TMS : Troubles Musculo Squelettiques

UE : Union Européenne

VHU : Véhicule Hors d'Usage

VP: Vice-Président

Partie 1 : Présentation du SYPP

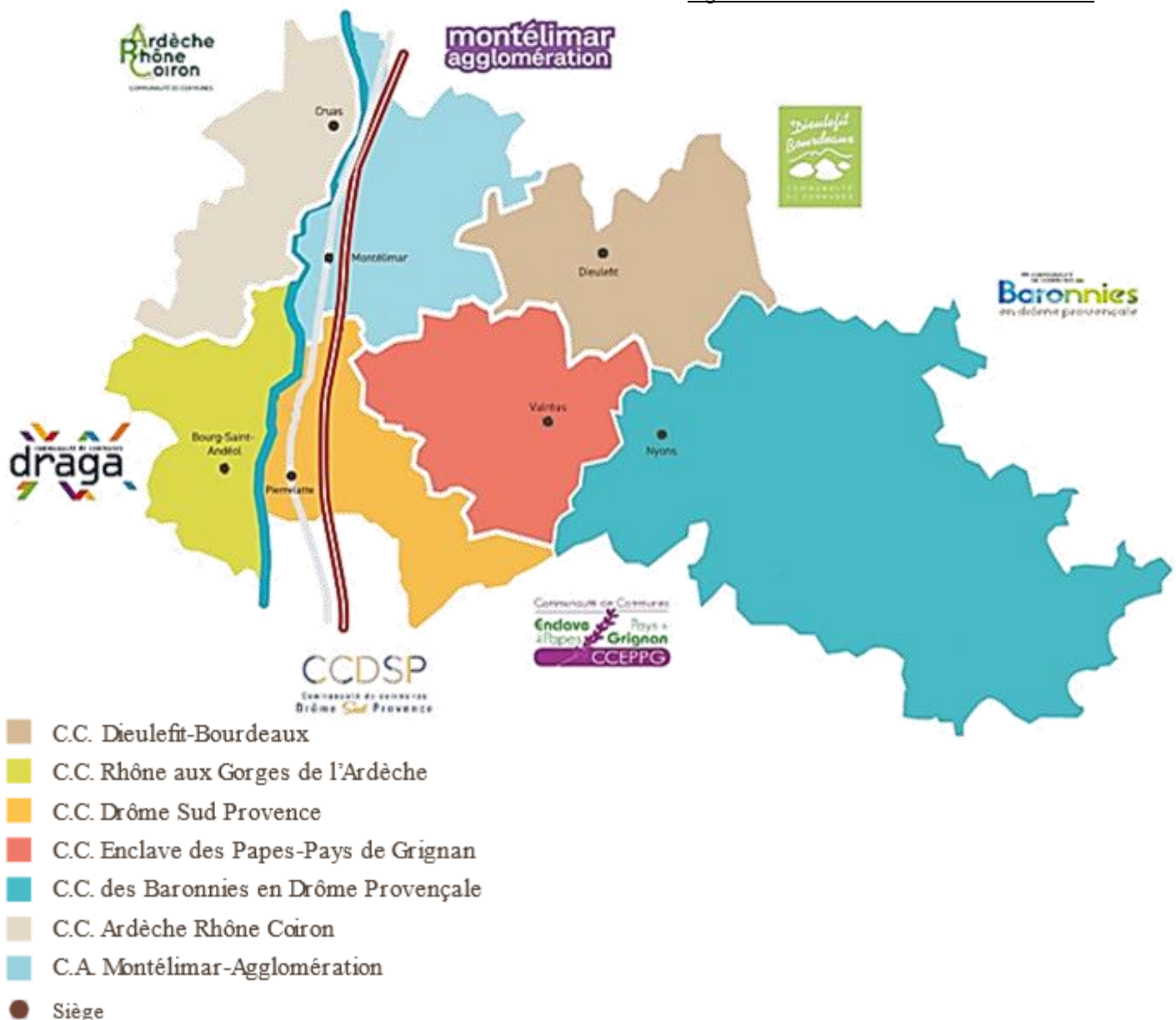
Le Syndicat des Portes de Provence est un syndicat mixte créé par arrêté préfectoral du Préfet de la Drôme en date du 4 mars 2004. Le SYPP est compétent en matière de traitement des déchets ménagers et assimilés sur son territoire, ainsi que pour des opérations de transport, de tri ou de stockage qui s'y rapportent, et pour toute opération ayant pour objet la valorisation matière ou énergétique.

1. Fonctionnement et organisation

Territoire

En 2020, le Syndicat des Portes de Provence (SYPP) regroupe sept (7) Etablissements Publics de Coopération Intercommunale en 2020 du Sud Drôme, Sud Ardèche et Nord Vaucluse, soit 171 communes et 208 060 habitants – respectivement 73% pour la Drôme, 20% pour l'Ardèche et 7 % pour le Vaucluse.









Figure 1 : carte du territoire du SYPP en 2020



Population et EPCI adhérentes au SYPP en 2020

En 2020, les EPCI adhérentes au Syndicat des Portes de Provence se répartissent comme suit :

Tableau 1 : les EPCI membres du SYPP en 2020

EPCI	Nombre de communes	Nombre d'habitants (Population applicable au 1 ^{er} janvier 2018 source INSEE)
	26	67 181
	14	43 483
	19	23 469
	9	19 300
	15	23 124
	21	9 733
	67	21 770
TOTAL		
	171	208 060

2. Compétences et missions

Aux termes de ses statuts, le Syndicat des Portes de Provence est compétent en matière de valorisation et de traitement des déchets ménagers et assimilés dans son périmètre de compétence, à savoir l'ensemble des territoires de ses structures adhérentes. En revanche, la collecte de ces déchets, ainsi que la gestion du haut de quais des déchèteries relèvent de la compétence de ses membres.

Ainsi, le Syndicat participe à toutes actions en ce sens. Il organise et assure pour l'ensemble de ses adhérents :

- La valorisation et le traitement des déchets ménagers et assimilés, ainsi que les opérations de transport, de tri ou de stockage qui s'y rapportent ainsi que toute opération ayant pour objet la valorisation matière ou énergétique ;
- L'étude et le suivi de toutes questions relatives à la valorisation et au traitement des déchets ménagers et assimilés, au tri, à la valorisation matière, ainsi que toutes questions relatives aux opérations de stockage et valorisation énergétique ;
- Toutes actions d'information et de communication visant à la réduction, à la valorisation et au traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- La maîtrise d'ouvrage d'équipements nécessaires à la valorisation et au traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- La réalisation et la gestion d'équipements ayant trait à la valorisation matière ou énergétique ;
- La passation avec les entreprises, de tous actes relatifs à la mission de service public afférent à la réduction, la valorisation et le traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- La représentation des membres dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur prévoient que ceux-ci doivent être représentés ou consultés ;
- L'organisation de services d'études, administratifs, juridiques et techniques en vue de l'examen pour le compte du Syndicat et des membres de toutes questions intéressant le service public ;
- La surveillance des centres de valorisation, tri et traitement dont l'exploitation est arrêtée et qui sont situés sur le territoire du Syndicat dans un but de protection du milieu naturel ;
- Le contrôle du bon accomplissement des missions de service public visées ci-dessus.

Au-delà de l'organisation de la valorisation et du traitement des déchets dans leur ensemble, le Syndicat des Portes de Provence assure une **mission d'appui à ses collectivités membres**, en offrant un service de suivi des tonnages collectés et traités, en développant des opérations de promotion du compostage, en mettant en œuvre les conventions avec les éco-organismes, et en offrant des actions de communication et de sensibilisation auprès du grand public.

3. Organisation du syndicat mixte

3.1 Bureau syndical

La nouvelle mandature mise en place sur le mandat 2020-2026 a décidé de privilégier une représentativité de l'ensemble des EPCI adhérents au sein du bureau tout en fixant les commissions thématiques suivantes :

- Moyens généraux
- Prévention et Réduction des déchets
- Réemploi et déchèteries
- Valorisation matières
- Valorisation organique
- Valorisation énergétique et traitement
- Médiation, Prospection

3.2 Equipe opérationnelle

L'équipe technique est organisée de manière à ce que des techniciens dédiés à leur domaine de compétence soit supervisés par leur responsable de pôle respectif.

Les techniciens du SYPP sont pleinement impliqués dans leur tâches et fonctions et possèdent des compétences spécifiques à leurs domaines tout en ayant une vision du service public, de l'intérêt général et de la transition écologique forte et pragmatique.

Le portage politique proposé durant ce mandat devrait permettre une construction des projets du SYPP et notamment de la politique menée dans le cadre du PLPDMA transversale et partagée entre les techniciens, élus, et les territoires adhérents.

De par la structuration et son organisation, le syndicat mixte peut aujourd'hui :

- Assurer un portage des dossiers et projets selon des thématiques portées par les Vices Présidents et assurer une intégration par les EPCI au travers de la représentativité,
- Assurer un portage politique majeur auprès des institutions et instances de coopérations professionnelles dédiées,
- Assurer les missions de valorisation et de traitement de déchet dans leur globalité,
- Assurer des missions d'étude et de développement de modes de valorisation et/ou de traitement,
- Assurer le portage, le pilotage ou l'animation de projets transversaux,
- Assurer la fonction d'organe de coopération technique entre les EPCI adhérents,
- Participer au rayonnement des politiques publiques de gestion des déchets de la structure et de ses adhérents,
- Participer à des missions de coopération au travers de réseaux (AMORCE, CSA3D...)

Partie 2 : Diagnostic de la gestion des déchets

Du tri de l'utilisateur à l'élimination des déchets, plusieurs opérations interviennent, mettant en jeu la collecte des déchets et leur transport puis la valorisation et/ou le traitement.

Le SYPP s'attache au travers de sa politique déchets au respect de la hiérarchisation des modes de traitement qui tend à privilégier l'évitement de la production de déchets ainsi que la valorisation matière ou énergétique de ceux-ci avant leur élimination.

Le synoptique détaillé ci-après met en évidence le champ d'action du syndicat dans la gestion des déchets ménagers et assimilés :

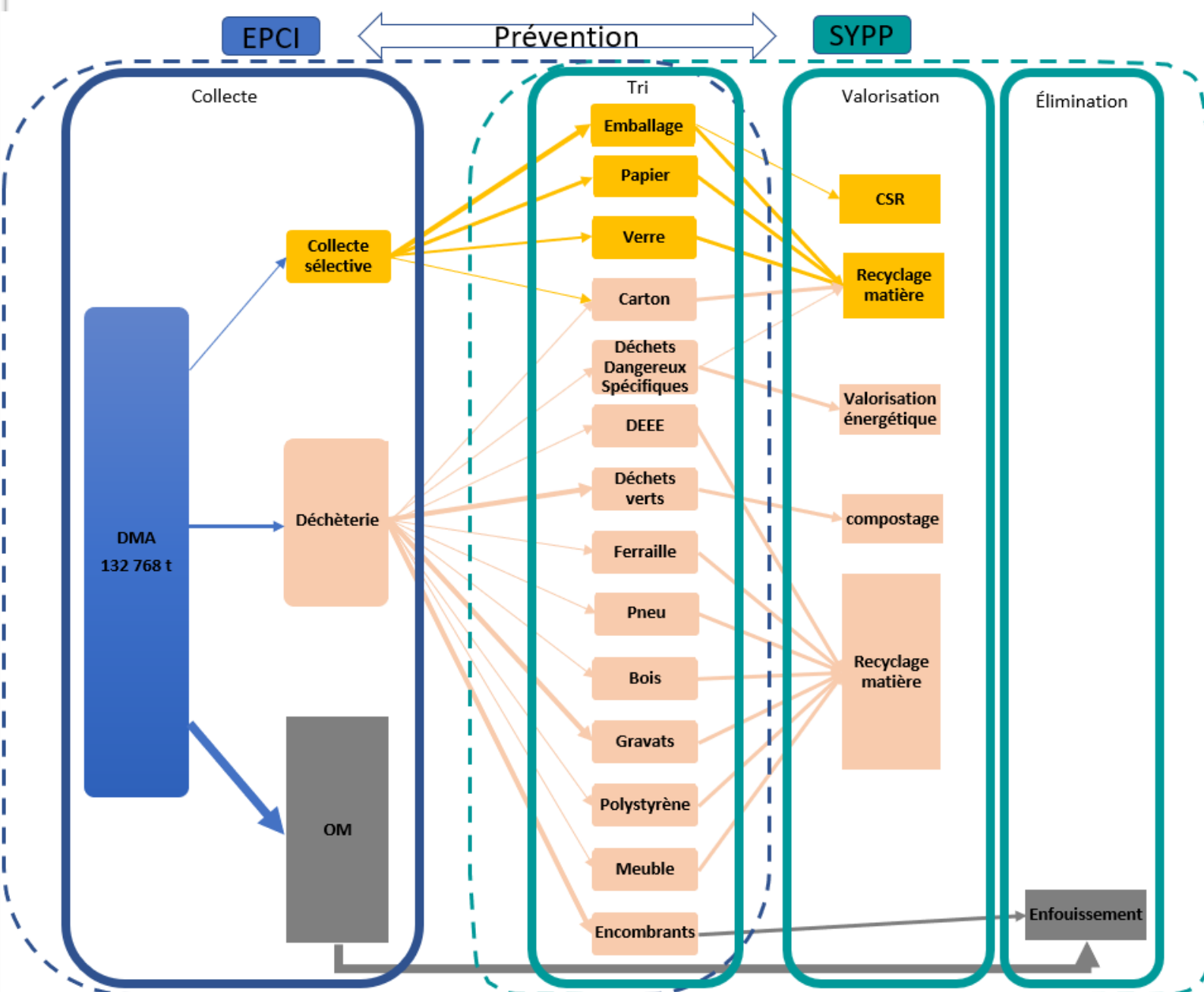


Figure 3 : Synoptique des flux de déchets

1. Organisation du Tri et du traitement

1.1 Déchèteries

Le territoire dénombre 22 déchèteries réparties comme suit selon les territoires :

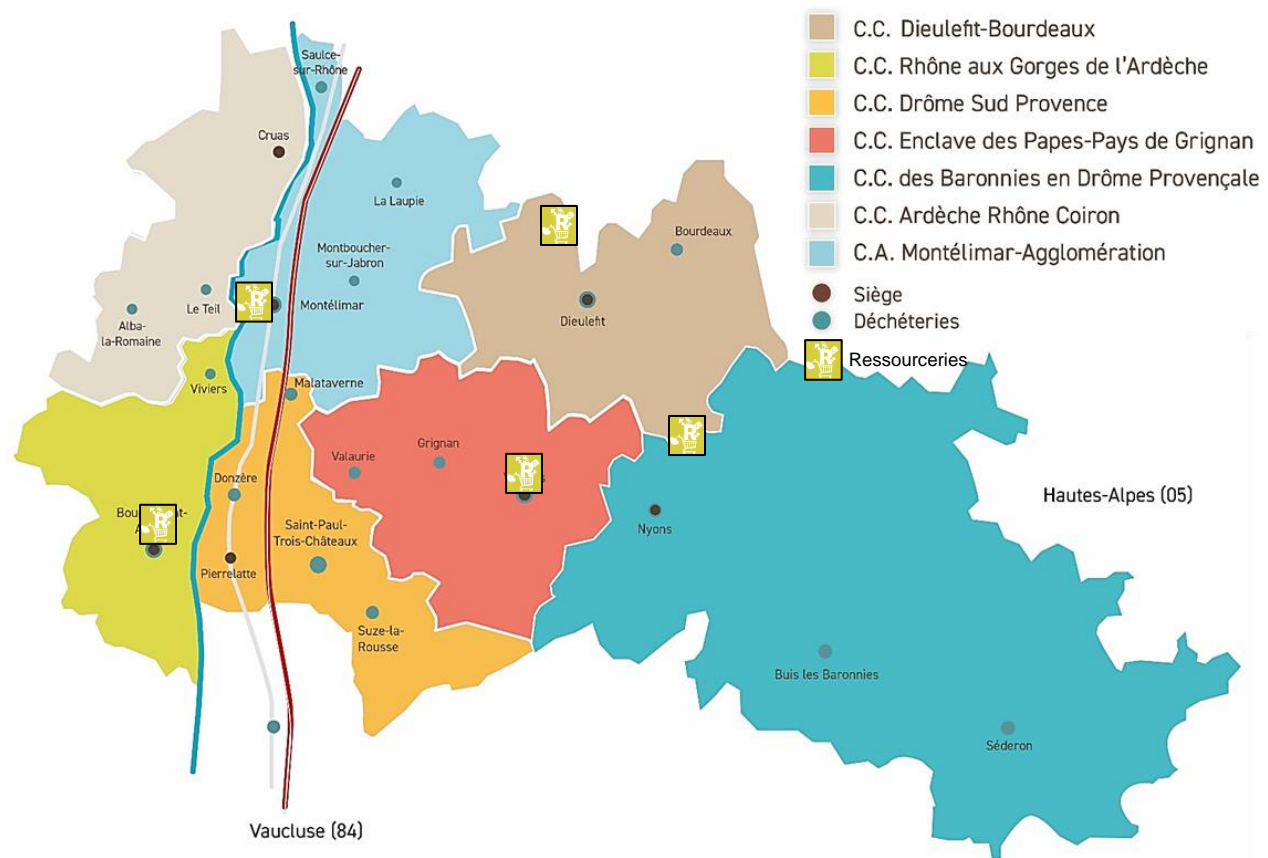


Figure 4 : Cartographie des déchèteries / ressourceries sur le territoire du SYPP en 2020

La propriété, l'organisation et la gestion du gardiennage de ces sites sont réalisées par chacun des EPCI dans le cadre leur compétence collective.

Le SYPP exploite la partie « bas de quai » correspondant à la mise en place des bennes et équipements, leur transport et transfert vers des unités de valorisation et/ou de traitement conformes à la réglementation.

Le SYPP exploite aujourd'hui les bas de quai en marché de prestation de service ou dans le cadre de convention avec les Eco-organismes.

La structuration des déchèteries ayant vue le jour à partir de 1990 a largement évolué jusqu'à nos jours ou ce ne sont pas moins de 39 filières de valorisation différentes qui sont désormais déployables par le SYPP sur ces sites.

Il existe aujourd'hui une disparité des filières de recyclage présentes sur les déchèteries du territoire. Cela s'explique par la capacité de chacun des sites à accepter de nouveaux contenants sur la déchèterie, certaines datant des années 1990 n'ayant pas l'espace ou le nombre de quais disponibles pour accueillir les filières de recyclages qui ont émergé.

Le tableau ci-après présente cette disparité pour chacune des déchèteries en exploitation en 2020 :



QUELS DÉCHETS SONT ACCEPTÉS DANS MA DÉCHÈTERIE ?

	MONTEILMAR SUD (Les Présidents)	MONTEILMAR NORD (Les Lionards)	MONTBOUCHER SUR JABRON	SAULCE SUR RHÔNE	LA LAUPIE	LE TEIL	ALBA LA ROMAINE	CRUAS	DIEULEFIT	BOURDEAUX	NYONS	BUIS LES BARONNIÈRES	SÉDERON	VALRÉAS	GRIGNAN	VALAURIE	ST PAUL-TROIS CHÂTEAUX	SUZE LA ROUSSE	DONZÈRE	MALATVERNE	BOURG ST ANDEOL	VIVIERS
Fer	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Déchets verts	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Bois	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Gravats inertes	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Encombrants	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Cartons	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Mobilier	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Plâtre	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Pneumatiques	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Équipement électrique & électronique (DEEE)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Déchet diffus spécifique (DDS)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Ampoules / néons	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Piles / batteries	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Polystyrène	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Cartouches d'encre	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Huiles minérales	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Huiles végétales	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Textiles	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Verre	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Emballages ménagers	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Plastiques	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Figure 5 : Filières présentes en déchèterie

1.2 Développement des ressourceries :

En 2011, le SYPP a initié une étude de préfiguration pour le développement des activités de ressourceries sur son territoire. En 2019, le territoire compte 6 Ressourceries exerçant leurs activités sur le territoire.

Sur les 6 ressourceries présentes sur le territoire celles-ci collectent et détournent environ 600 Tonnes d'objets/ an du circuit traditionnel des déchets. Ces objets sont collectés, au besoin restaurés puis revendus en boutique à bas prix comme objet de seconde main pour dynamiser l'économie circulaire locale.



Les Ressourceries interviennent soit directement auprès des usagers dans les déchèteries soit par récupération en boutique ou sur enlèvement chez les usagers. De plus les ressourceries participent à la diffusion d'un message de prévention et de réduction des déchets.

Cependant l'impact direct sur l'évitement de production en déchèterie est aujourd'hui mal identifiable.

Figure 6 : icône des ressourceries

La gestion des déchèteries est une des missions majeures du SYPP. Ces unités d'organisation tendent à largement évoluer dans les années à venir en raison du **développement croissant de nouvelles filières, dont les REP.**

Parallèlement, **l'exploitation partagée entre les EPCI et le SYPP** peut être considérée comme un frein au développement de ces unités puisque les EPCI en charge de ces équipements restent les seuls décisionnaires de la gestion et de l'évolution de ces installations.

L'action du SYPP en faveur de la prévention menée en 2011 pour le développement des ressourceries a permis un maillage cohérent de cette solution de prévention à l'échelle du Syndicat.

La gestion des **Bas de quai par le SYPP sous forme de marchés publics** nécessite une adaptation constante aux besoins des collectivités. Au-delà de ça, le SYPP a su adapter la structuration des marchés publics d'exploitation afin de coordonner et suivre l'ensemble des prestations de service au plus près des territoires.

La gestion de filière par le biais de **convention avec les REP est une opportunité et une difficulté** dans le sens où ses conventions avec les Eco-organismes ne permettent pas une relation directe du SYPP avec les opérateurs de collecte.

La gestion des accès et la fiscalité sont effectuées par les collectivités. Il n'existe aujourd'hui aucune harmonisation des fiscalités déchets entre les collectivités du SYPP notamment en terme de gestion des Déchets d'Activités Économiques.

1.3 Collecte sélective

Les déchets triés par les ménages sont collectés et acheminés au quai de transfert. Sur place, ils sont réceptionnés et stockés avant d'être transportés par des FMA (Fonds Mouvants Alternatifs) au centre de tri où ils sont triés en différentes fractions recyclables. Les déchets sont ensuite conditionnés puis revendus aux industriels qui se chargent de les recycler.

Les EPCI du territoire assurent dans le cadre de la compétence collecte :

- La définition du mode de consigne de tri pour les usagers ;
- La mise en place, la collecte des différents types de déchets vers les exutoires du SYPP

Le SYPP assure dans la cadre de sa compétence valorisation et traitement :

- La contractualisation avec les unités de recyclage du Verre, le suivi de tonnage et de rachat matière pour le compte des EPCI ;
- La contractualisation avec les unités de recyclage des papiers et cartons, le suivi de tonnage et de rachat matière pour le compte des EPCI ;
- La contractualisation avec les unités de tri, les unités de recyclage des emballages, ainsi que le transfert de ces emballages en centre de tri, le suivi de tonnage et de rachat matière pour le compte des EPCI ;
- La gestion du contrat avec l'Eco-organisme en charge de cette filière ;
- Le suivi du tri et des caractérisations ;
- Le suivi des tonnages triés et recyclés ;
- La valorisation des refus de tri en CSR.

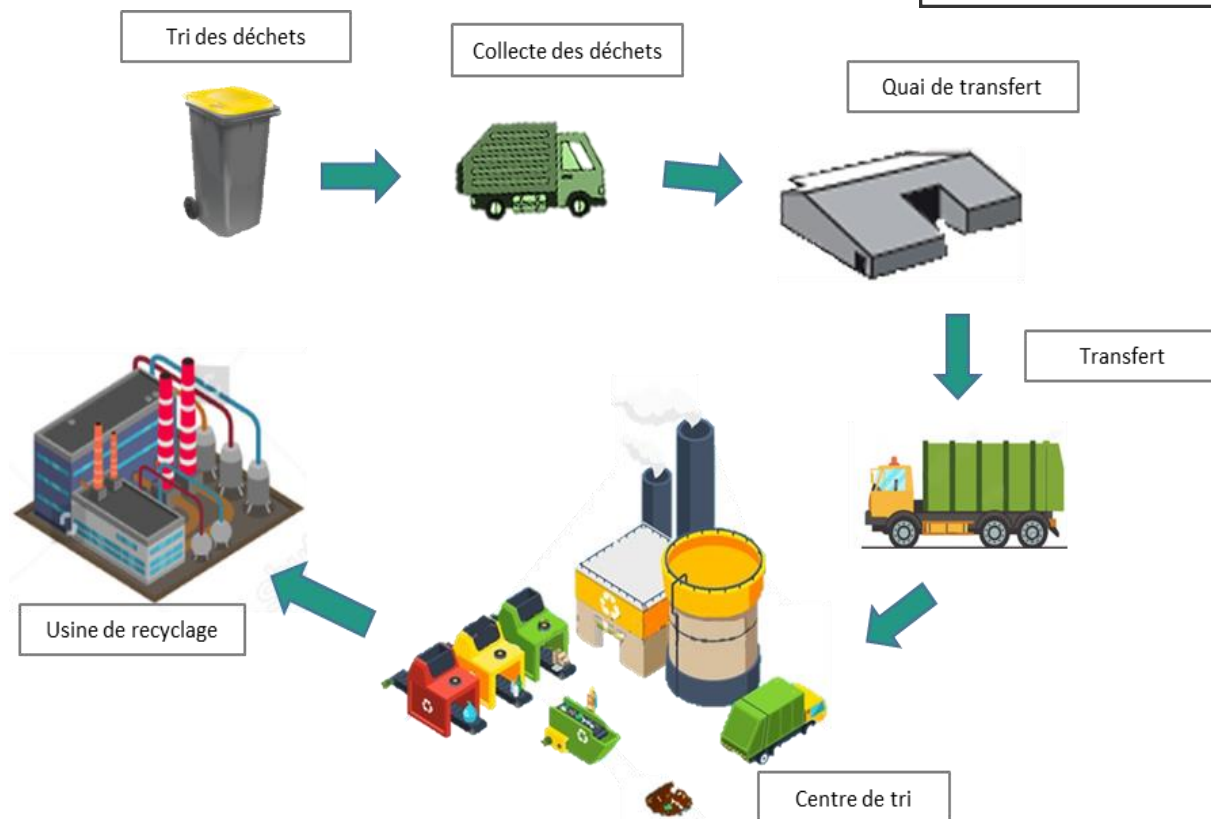


Figure 7 : étapes de la gestion des déchets de collecte sélective

1.3.1 Extension des consignes de tri

En juillet 2018, le Syndicat a déposé une candidature unique pour l'ensemble de ses adhérents pour la mise en place de l'extension des consignes de tri au 1^{er} janvier 2019.

Celle-ci donne la possibilité aux habitants de simplifier leur geste de tri avec le tri de tous les emballages. Parmi eux de nouvelles matières comme : les pots et barquettes, les films en plastique souples et les petits emballages en métal.

Désigné lauréat de l'appel à projet en Novembre 2018, le passage aux extensions des consignes s'est mis en place dès 2019 sur cinq collectivités membres.

Le projet présente l'ensemble des éléments suivants :

- Harmonisation des outils de communication pour les EPCI,
- Création interne de ses outils par le Syndicat,
- Lancement d'un marché de prestation pour la réalisation d'une campagne de porte à porte visant 10 000 foyers sur l'année 2019,
- Lancement d'une consultation pour la mise en place d'une collecte des papiers graphiques dans les administrations,
- Formation des élus et des agents des mairies à l'extension des consignes de tri.

En 2020, le passage au changement de consignes se poursuit avec l'adhésion des Communautés de communes BDP et ARC.

Le SYPP assure la suivi technique et financier de la mise en place des actions prévues dans les appels à projet pour les extensions des consignes.

Le programme d'extension des consignes de tri porté par le SYPP a permis d'élaborer et de faire vivre un programme majeur, tout en apportant **des moyens mutualisés entre chacun des territoires et de développer la coopération**.

Le SYPP assure la valorisation et le traitement des déchets de tri sélectif en **s'adaptant constamment aux évolutions de chacun des territoires**.

Il n'existe aujourd'hui **pas de cohérence ou d'harmonie générale des modes de collecte ou des consignes de tri sélectif sur le territoire du SYPP**.

L'ensemble des **opérations de transfert et de tri, recyclage** des déchets sont aujourd'hui **assurés par le biais de marchés de prestations de service**.

1.4 Centres Techniques Municipaux

Dans le cadre d'un marché spécifique, le Syndicat des Portes de Provence gère, pour le compte de la Communauté de Communes Drôme Sud Provence, les déchets issus des trois (3) centres techniques municipaux suivants :

- CTM de Pierrelatte
- CTM de Donzère
- CTM de Saint-Paul-Trois-Châteaux

La gestion directe du traitement des déchets municipaux par le SYPP évite que ceux-ci soient associés avec les déchets ménagers en déchèterie, tout en apportant des **filières de valorisation et/ou de traitement fiable aux CTM**.

La gestion par le SYPP des déchets municipaux pour le compte de la seule CCDSP peut apparaître comme une **limite de compétence** puisqu'au vu de la qualité et de la quantité des déchets produits ceux-ci peuvent être considérés comme des déchets d'activité économique. Enfin cette gestion étant aujourd'hui limitée à cette seule collectivité, cela pose **un problème d'équité** vis-à-vis des autres collectivités.

1.5 Déchets ultimes : ordures ménagères et encombrants de déchèterie

1.5.1 Ordures Ménagères

Chaque EPCI du territoire organise le service de collecte des ordures ménagères en définissant :

- l'organisation générale du service au travers d'un règlement de collecte ;
- le type d'équipement de collecte ;
- les mode et forme d'enlèvement et d'évacuation de ces déchets vers l'exutoire de traitement défini par le SYPP.

Il existe aujourd'hui une grande disparité de l'organisation de la collecte des ordures ménagères entre les territoires et, pour certains territoires, en leur sein même. Ce service a évolué et s'est adapté au fil des années en fonction du contexte local.

Le SYPP définit pour l'ensemble des collectivités adhérentes l'exutoire final de ces déchets considérés comme déchets ultimes.

Jusqu'au 01 juillet 2023 ces ordures ménagères sont traitées en enfouissement dans le cadre d'un marché public sur l'ISDND de Roussas.

Le SYPP prévoit le développement d'une unité de valorisation de ces déchets au travers d'une DSP détaillée dans la partie 3.2

1.5.2 Encombrants de déchèterie



Photo 3: exploitation du casier Roussas II

Les encombrants de déchèterie correspondent à l'ensemble des déchets pour lesquels les déchèteries du territoire n'ont pas de solutions de valorisation matière. De ce fait leur composition peut légèrement varier d'une collectivité à une autre en fonction des filières de recyclage choisies sur chacune des déchèteries par les EPCI.

L'évacuation depuis les déchèteries vers l'unité de traitement final est effectuée par le SYPP dans le cadre de marchés publics.

Le traitement des déchets en enfouissement comme il est effectué aujourd'hui est une problématique à forts enjeux.

La gestion de ces installations et le respect de la réglementation en matière d'acceptation des « seuls déchets ultimes » en unité d'enfouissement ont motivé le SYPP à **élaborer une solution de valorisation d'avenir.**

Cependant au regard de la qualité des déchets mis aujourd'hui à l'enfouissement présentés en parties 2.4 et 2.5, il apparaît que **des actions fortes visant à la prévention ou à un meilleur tri de ces déchets doivent être mises en œuvre.**

Malgré ces actions possibles la structuration des SPGD territoriaux et les modes de **fiscalités propres à chaque territoire représentent un levier** dans l'appropriation des actions portées par le SYPP auprès des usagers de chacun des EPCI.

2. Tonnages et évolutions

2.1 Périmètre et évolution du SYPP :

Depuis 2010, le périmètre du SYPP a fortement évolué jusqu'à 2020 :

	2010	2020
Population	154 413	208 060

Tableau 2 : Évolution de la population entre 2010 et 2020

En effet, le syndicat ne comptait que cinq adhérents en 2010. Leur territoire s'est depuis étendu et en 2020, ce sont deux nouvelles collectivités qui ont rejoint le périmètre : la Communauté de Communes ARC et la Communauté de Communes des BDP.

Le périmètre du SYPP présente une évolution croissante. Cette évolution de périmètre a ainsi été accompagnée par une structuration interne du SYPP afin d'assurer la maîtrise et le développement des services proposés à ses adhérents.

2.2 DMA et de leur composition

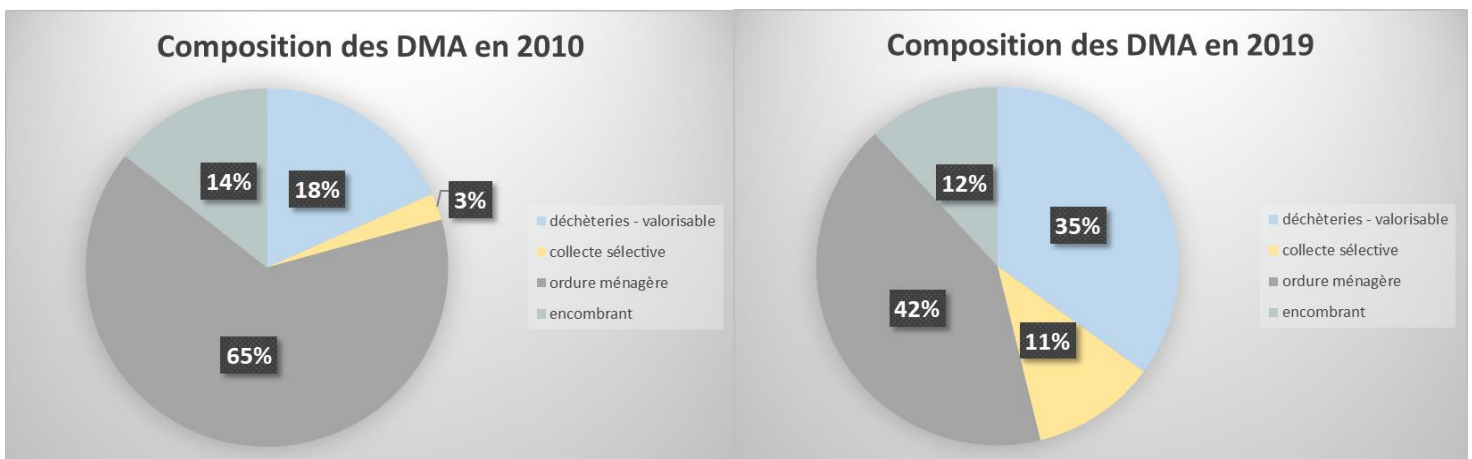


Figure 9 : compositions des DMA en 2010

Données SYPP			indicateurs Kg/hab (source sindra 2018)		
	2010	2019	Drôme	Région	National
Collecte sélective	1 668 t 11 kg/hab/an	12 910 T 74 kg/hab/an	70	85	76
Déchèteries valorisables	22 607 T 146 kg/hab/an	39 052 T 223 kg/hab/an	291	231	209
encombrant	9 925 T 49 kg/hab/an	13 266 T 75 Kg/hab/an			
OM	45 085 T 295 kg/hab/an	47 339 T 270 kg/hab/an	248	249	250
Total	69 360 t 452 kg/hab/an	112 567 T 642 kg/hab/an	609	548	568

Figure 10 : Comparaison des DMA

On observe sur la période donnée les éléments suivants :

Une augmentation générale du taux de valorisation s'expliquant par :

- Le développement des déchèteries (10 en 2010 ; 23 en 2020), du geste de tri des usagers en déchèteries, le développement des solutions de valorisation en déchèterie,
- Le développement de la collecte sélective en lien avec l'Eco-organisme qui a encouragé les collectivités au travers de barèmes de soutiens financier au fonctionnement et à l'investissement pour renforcer le service de collecte puis dernièrement ouvrir le champ des déchets « à trier »,
- L'augmentation régulière des coûts d'élimination notamment au travers de la TGAP a permis une compétitivité des solutions de recyclage,
- Les actions de prévention des déchets se sont généralisées, pilotées par l'Etat, les SPGD.

Une augmentation générale des DMA s'explique notamment par :

- Le développement du service de déchèteries, service qui a vu un quasi doublement de son activité, autant sur les déchets recyclages que sur les encombrants ;
- Une augmentation générale des déchets du quotidien produits par les ménages ou assimilés (collecte sélective et ordures ménagères). Ces déchets du quotidien générés par chaque individu passant de 306 Kg/hab/an à 351 kg/hab/an en 2019

Malgré le développement depuis 2010 de services permettant de développer le geste de tri **la quantité globale de déchets** produit par chaque foyer **ne cesse d'augmenter**. **De plus, la notion de Déchets Ménagers et Assimilés** induit qu'une **part des activités économiques concourt à la production** de ces déchets. Cette proportion est **évaluée par l'ADEME à 20% du gisement**.

Malgré le **développement des services déployés depuis 2010 pour améliorer le recyclage, la production de déchets** restant liées aux habitudes de consommations des usagers, celle-ci **ne cesse de croître**.

Les quantités de déchets pris en charge à l'échelle du Syndicat sont supérieures aux moyennes Régionales/ Nationales

Les actions de prévention ou accompagnement vers une gestion vertueuse à destination des activités économiques et professionnelles présentes sur les territoires semblent pertinentes.

Le développement d'actions de prévention, formation et information portant sur les choix et habitudes de consommations des foyers apparaît comme un pilier fondamental pour développer une politique de prévention.

2.3 Evolution de la collecte sélective

L'évolution croissante du tri sélectif entre 2010 et 2019 s'explique par le développement de ce service par les EPCI en charge de la collecte et par les actions menées pour promouvoir et améliorer ce service à destination des usagers.

La collecte sélective mise en œuvre sur l'ensemble du territoire du SYPP prend plusieurs formes en terme de consignes données aux usagers.

Ces collectes sélectives concernent les déchets suivants :

1. Emballages,
2. Papiers,
3. Verre ;
4. Cartons bruns – sur quelques territoires.

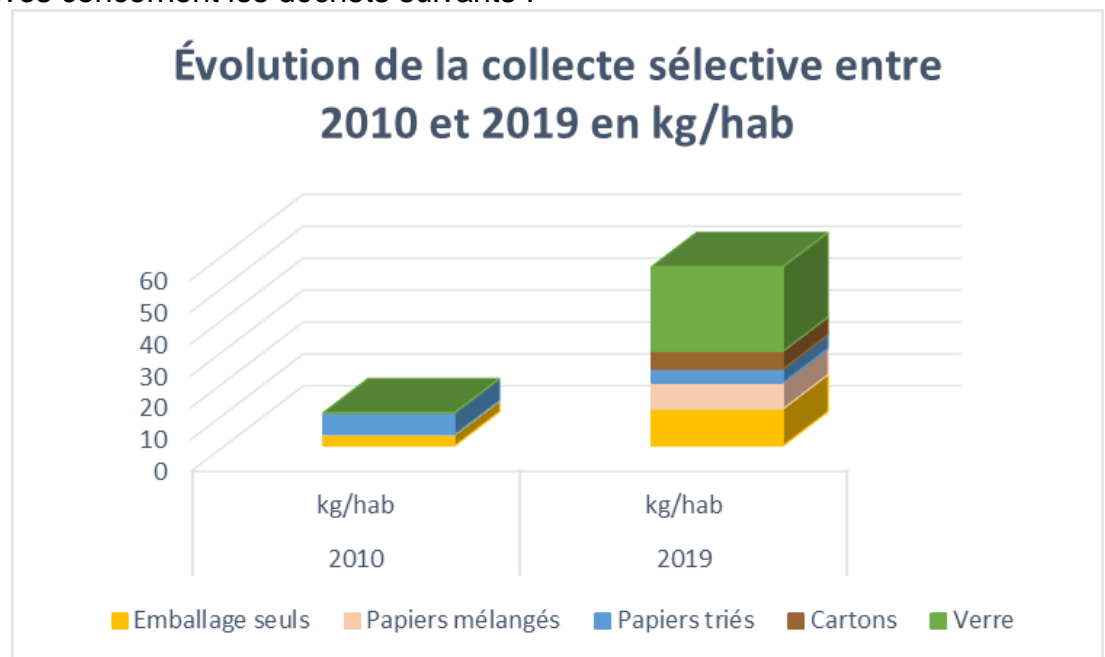


Figure 11 : Evolution de la part des DMA entre 2010 et 2019

Depuis 2010 le SYPP et ses adhérents ont ainsi mis en œuvre les actions suivantes :

- Optimisation et renforcement des services de collecte sélective d'Emballage ;
- Mise en place de collecte par le carton brun ;
- Mis en œuvre d'un plan d'encouragement dit « Plan Verre » ;
- Action d'information et de sensibilisation au travers d'Ambassadeurs du Tri (destination des scolaires, de tout autre public) ;

- Mise en œuvre du programme « Extension des consignes de tri » (portage et suivi de la mise en place des actions, animation et outils de communication à l'échelle du syndicat pour le compte de ses adhérents).

Les programmes « extension des consignes de tri » et « plan verre » ont permis une coopération entre les EPCI. Le portage et l'animation par le SYPP permet ainsi de développer des outils et solutions répondant aux besoins des adhérents, facilitant ainsi la mise en œuvre des actions.

L'implication du SYPP aux côtés des EPCI dans le développement des solutions de tri sélectif est un atout majeur qui permet d'initier et mettre en œuvre **des actions d'envergure**. Différentes actions sont aujourd'hui engagées, et notamment la réalisation d'un centre de tri mutualisé à l'échelle Drôme-Ardèche avec les autres syndicats de traitement.

L'action de prévention portant sur le tri sélectif portée par le SYPP aujourd'hui est **financée (fonctionnement et investissement) par l'éco-organisme** dans le cadre du barème F.

2.4 Evolution des déchèteries

En 2019, 52 318 tonnes de déchets ont été collectées sur les 18 déchèteries dont le SYPP assure la gestion des bas de quais.

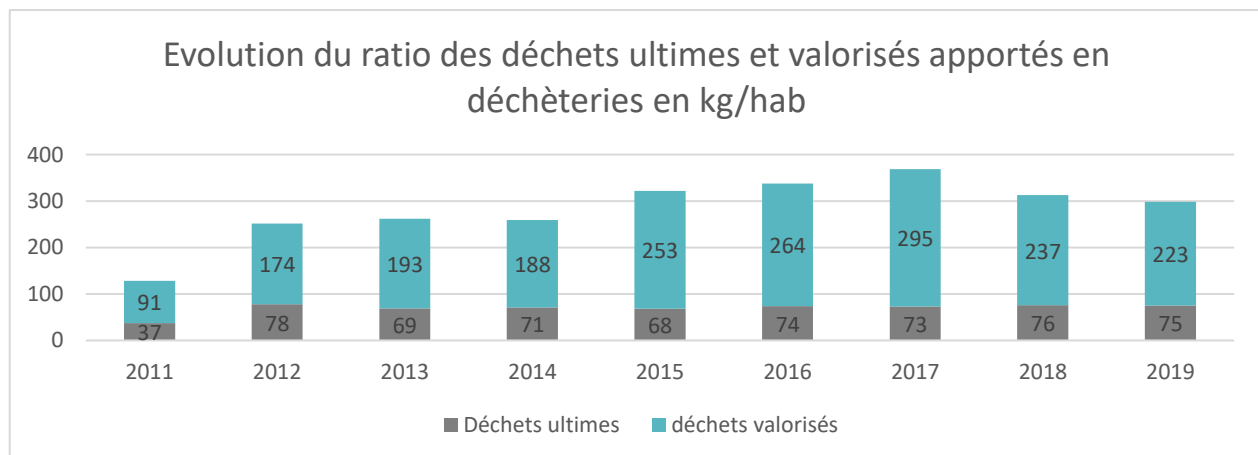


Figure 12 : Evolution du ratio des déchets ultimes et valorisés en déchèteries depuis 2011

Depuis 2011 le ratio des déchets valorisés a progressé atteignant un pic en 2017 à 295 kg/hab. On note toutefois que le ratio des déchets ultimes est stable depuis 2012, et se situe à 75 kg/hab.

Répartition des tonnages en déchèteries 2019

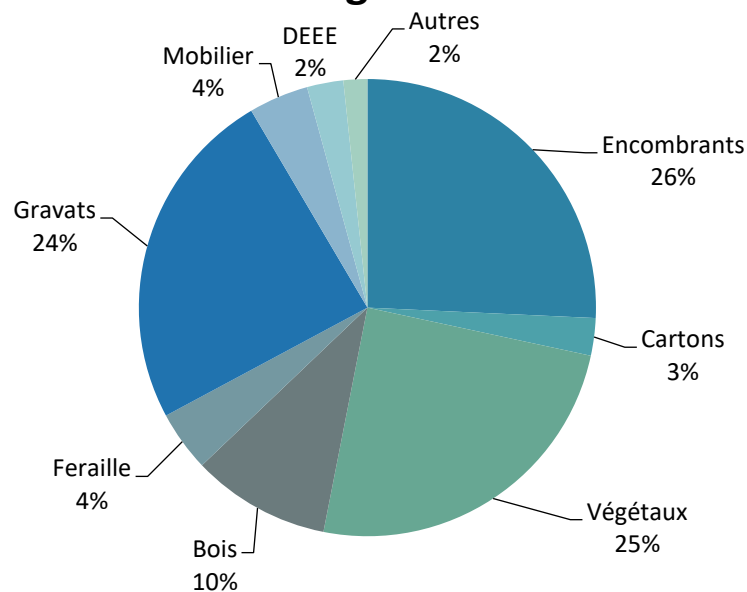


Figure 13 : répartition des tonnages en déchèteries en 2019

En 2019, sur l'ensemble des 18 déchèteries du SYPP, les végétaux, les gravats et mes encombrants représentent 75 % des apports.

Corrélé avec le précédent graphique, cela signifie que les encombrants n'ont pas beaucoup évolué et que ce sont les végétaux et gravats qui ont fortement augmenté depuis 2011.

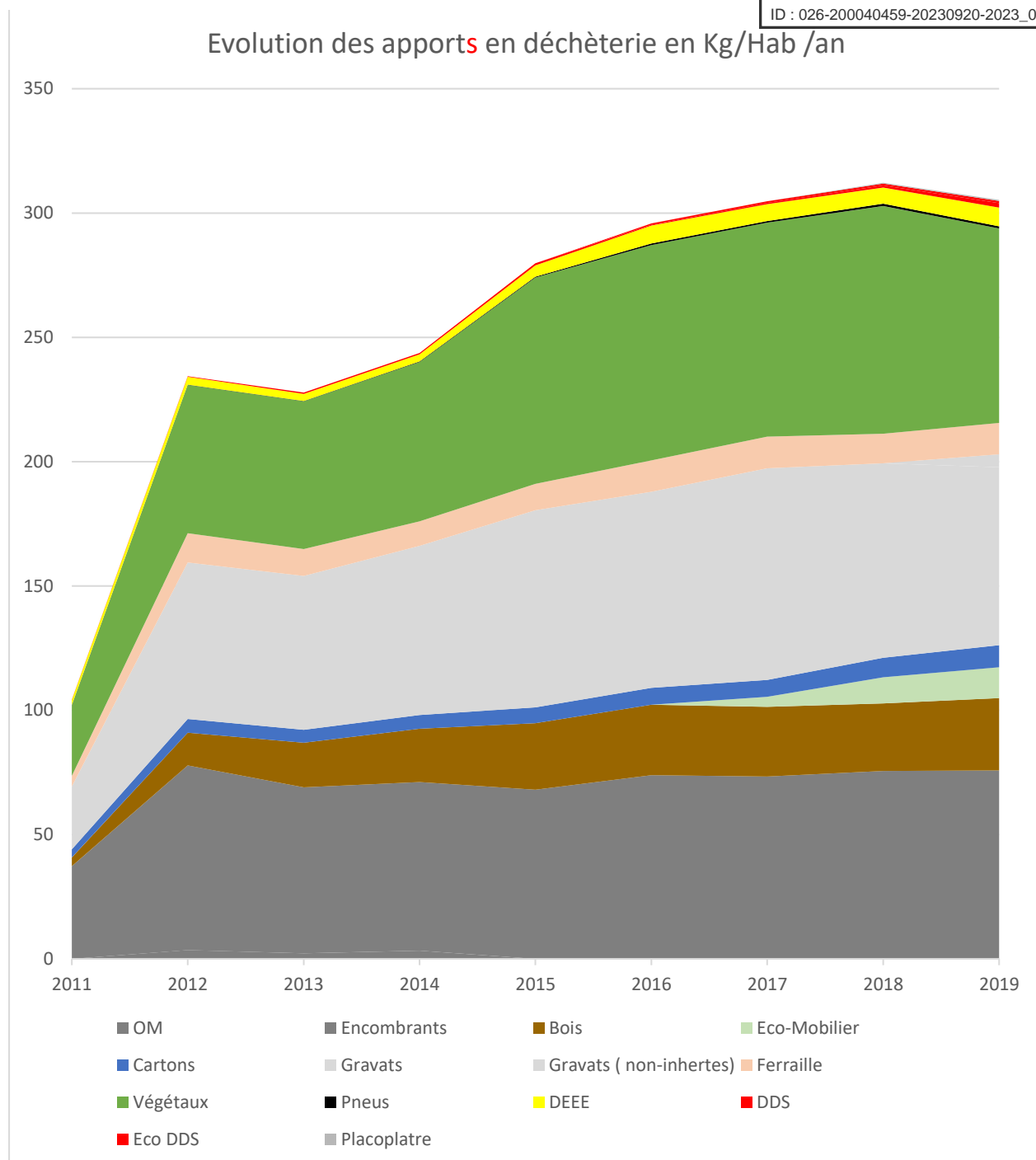


Figure 14 : Evolution des tonnages des différents flux apportés en déchèterie

L'évolution du tonnage collecté en déchèterie depuis 2010 permet de mettre en évidence :

- Une augmentation importante de la quantité de déchets végétaux pris en charge
- Une augmentation importante des déchets et gravats pris en charge
- Une augmentation des DEEE
- Une augmentation des déchets chimiques pris en charge
- Une augmentation des pneumatiques collectés et traités.
- Le déploiement d'une filière mobilier
- L'apparition des ressourceries sur le territoire du SYPP

Ces évolutions doivent être évaluées flux par flux et être analysées par rapport au contexte général.

2.4.1 Augmentation des déchets végétaux :

L'augmentation des déchets verts observée depuis 2010 s'explique par le rappel préfectoral de l'interdiction de brûlage de végétaux à l'air libre par les préfetures en 2012. Les usagers ayant dès lors fortement privilégié l'apport en déchèterie.

Les activités professionnelles d'espaces verts étant contraintes aux mêmes règles d'interdiction de brûlage et les solutions de valorisation dédiées aux professionnels étant absente sur une grande partie du SYPP, ceux-ci utilisent en majorité le service public. La part de déchets « professionnels » présente dans les déchets végétaux est aujourd'hui difficilement identifiable par les collectivités.

La quantité de végétaux est ainsi passée de 28 Kg/hab/an en 2012 à 78 Kg/hab/an en 2019

2.4.2 Augmentation des déchets de gravats :

L'augmentation observée sur les déchets de gravats depuis 2010 peut s'apprécier pour les raisons suivantes :

- Remise en état des logements en auto-construction croissante, notamment sur les territoires ruraux,
- Proportion d'activité économique et d'artisanat utilisant les déchèteries non maîtrisées par de nombreuses collectivités adhérentes (en raison du manque d'organisation ou de structuration des filières interprofessionnelles)

La quantité de gravats est ainsi passée de 25 Kg/hab/an en 2012 à 72 Kg/hab/an en 2019

2.4.3 Augmentation des DEEE

La collecte des DEEE a fortement progressé depuis 2010 passant de 354 Tonnes à 1325 Tonnes en 2019. Cette collecte s'est structurée par l'intermédiaire des Eco-Organismes. Celle-ci répond à la production croissante de déchets électriques et électroniques des ménages.

La quantité de DEEE est ainsi passée de 2 Kg/hab/an en 2012 à 8 Kg/hab/an en 2019

2.4.4 Augmentation des DDS

La collecte des « déchets dangereux » s'est progressivement mise en place depuis 2010. Cette collecte organisée par les déchèteries s'est ensuite largement perfectionnée avec le déploiement de l'Eco-organisme "Eco-DDS", éco-organisme prenant en charge la collecte des DDS issus des ménages. Parallèlement, l'apparition de cet éco-organisme met en évidence que 63% des apports de déchets dangereux proviennent des activités professionnelles.

La quantité de Déchets dangereux est ainsi passée de 0.2 Kg/hab/an en 2012 à 2.6 Kg/hab/an en 2019 (dont 1.8 Kg/hab/an non attribuable à la filière Eco-DDS)

2.4.5 Augmentation des pneumatiques

La collecte des pneumatiques en déchèterie depuis 2010 s'est fortement développée (28T en 2010 contre 154 T en 2019), alors que l'existence d'une REP organisée par ALLIAPUR auprès des distributeurs pour la reprise un pour un aurait dû stabiliser ce gisement. Le développement de cette filière a permis de limiter les dépôts sauvages ou l'enfouissement de ces déchets.

La quantité de Pneumatiques est ainsi passée de 0.2 Kg/hab/an en 2012 à 0.88 Kg/hab/an en 2019

2.4.6 Le déploiement d'une filière mobilier

Dès 2017, le SYPP a contractualisé avec l'éco-organisme naissant Eco-mobilier pour valoriser de manière distincte l'ensemble des éléments mobilier en déchèterie. Ces déchets sont réorientés en réemploi, valorisation matière et valorisation énergétique. En 2019, 16 déchèteries sont équipées pour 2200 tonnes collectées par an.

La quantité de déchets de mobilier non existante en 2012 représente 12 Kg/hab/an en 2019.

2.4.7 Emergence des Ressourceries sur le territoire

Le SYPP a accompagné depuis 2011 l'émergence des ressourceries sur son territoire en initiant notamment dès 2011 une étude de faisabilité pour la mise en place de ressourceries sur l'ensemble des territoires. Désormais ce sont 6 ressourceries qui œuvrent sur le territoire. Ces structures interviennent pour certaines sur les déchèteries du territoire en haut de quai auprès des usagers pour récupérer les objets avant qu'ils ne soient jetés.

Les services de **déchèteries se sont largement développés** au fil des années pour permettre un **accroissement du recyclage matière** et **limiter la dangerosité des déchets**. Le développement de ce service coordonné par les EPCI et le SYPP sous l'impulsion notable de nouveaux Eco-organismes a permis **un accroissement du taux de valorisation en déchèterie**. Cependant, la quantité de déchets pris en charge par les déchèteries ne cesse d'augmenter, mettant en évidence le **manque d'information et de prévention auprès des usagers**, et **l'usage** de ces services **par les activités professionnelles**.

Composition du flux « non-recyclable »/encombrants

Le tonnage d'encombrants collectés en 2019 sur le territoire du SYPP est de 13 266 Tonnes. Il représente 64 kg/an/hab

A l'initiative de collectivités du territoire, des opérations de caractérisation du flux ont été menées sur les encombrants de déchèterie. Elles ont permis d'identifier le potentiel de réduction des déchets enfouis et les enjeux qui en découlent en déchèterie.

Les caractérisations de **benne d'encombrant** menées en 2018 mettent en évidence la part importante de déchets recyclables traités aujourd'hui encore comme déchets ultimes. Selon cette étude, **seuls 58% du poids** des déchets pris en charge dans la filière encombrants sont des déchets pouvant être considérés comme **déchets ultimes**.



Figure 15 : résultat des caractérisations des bennes d'encombrants

2.5 Ordures ménagères

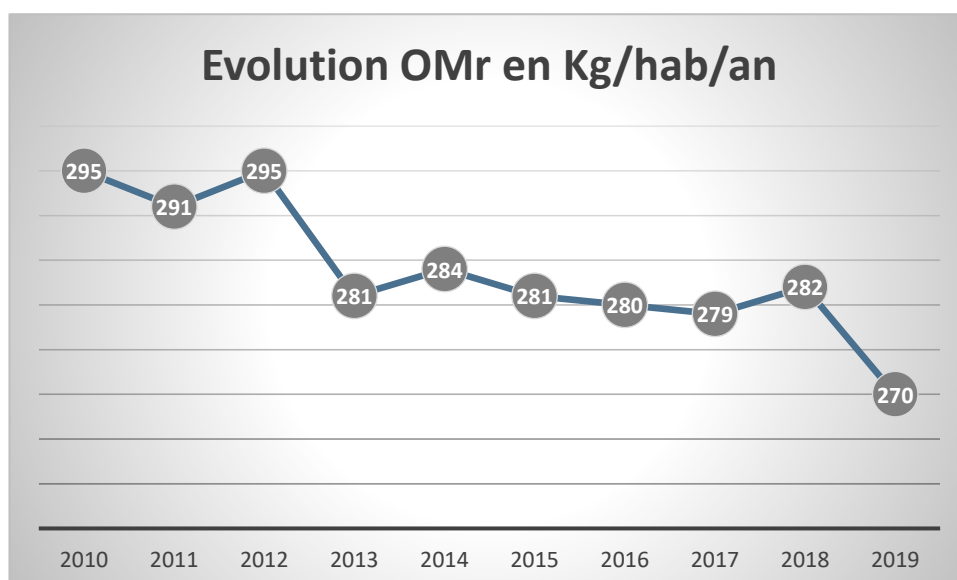


Figure 16 : Évolution des tonnages d'OM en 2019

La production d'ordures ménagères tend à diminuer ces dernières années avec le développement de la collecte sélective. Cependant, par rapport à la moyenne régionale

2018, la production de déchets produite par habitant et par an reste supérieure de 21 kg/hab/an.

En 2019, nous pouvons constater une baisse importante des tonnages d'ordures ménagères résiduelles produits sur le territoire du SYPP

Avec le durcissement de la législation, l'augmentation des prix de la TGAP et les objectifs nationaux visant à réduire la quantité de déchets enfouis de 50 % d'ici 2025 ; l'activité du centre d'enfouissement tend progressivement à diminuer au profit d'un nouveau projet de valorisation plus innovant et vertueux pour l'environnement.

L'enjeu de la réduction des Ordures Ménagères repose sur l'accompagnement de la population à valoriser le contenu de ce flux dont le MODECOM 2016 met en évidence la composition suivante.

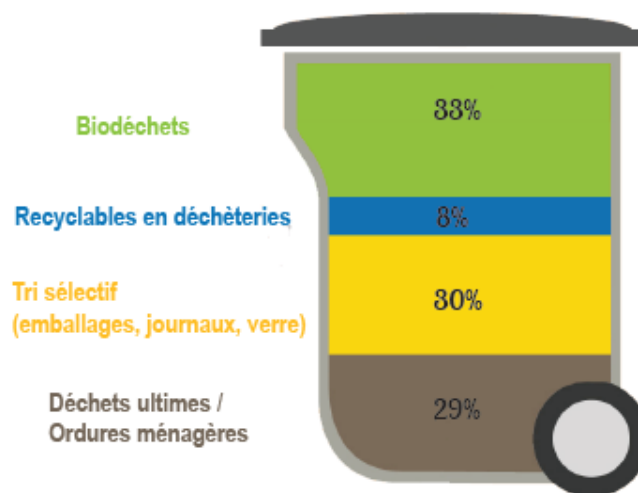


Figure 17 : Composition d'une poubelle d'OM (source: modecom 2016)

La caractérisation MODECOM réalisée en 2016 sur des ordures ménagères nous apprend que les biodéchets représentent un tiers des déchets mis à la poubelle, les déchets recyclables arrivent derrière avec 30 %. La part des déchets ultimes est quant à elle de 29% et 8 % des déchets pourraient aller en déchèterie.

Au total ce sont 71 % des déchets qui pourraient être mieux orientés vers des solutions telles que le compostage des biodéchets, la collecte sélective et le tri en déchèterie.

2.4 CTM

Depuis 2016, le SYPP coordonne la collecte des déchets sur les Centres Techniques Municipaux, pour la CCDSP uniquement. En 2019, le SYPP a valorisé et traité sur les CTM les tonnages suivants :

CTM	2016	2019	Évolution 2010-2019
- carton	56.56 t	183.62 t	+ 69.2 %
- encombrant	929.4 t	947.32 t	+ 1.89 %
- ferraille	20.46 t	5.7 t	- 72.14 %
- végétaux	919.94 t	970.6 t	+ 5.22 %
- bois	31.64 t	53.52 t	+ 40.88 %
Total	1958 t	2 160.76 t	+ 9.38 %

Tableau 3 : Evolution des CTM entre 2016 et 2020

Au niveau des CTM, le suivi des tonnages ayant commencé en 2016, on constate une augmentation plus faible. Celle-ci s'explique par la stabilité des tonnages d'encombrants et de végétaux et par la diminution des tonnages de ferraille.

3. Démarche et projets engagés

Étude sur la gestion optimisée et locale des déchets verts et du bois

Le SYPP a initié en 2019 une étude d'opportunité pour le développement de solution novatrice de valorisation des Végétaux et du Bois dont les résultats ont été présentés en 2020.

Ces déchets, actuellement collectés et valorisés par l'intermédiaire des déchèteries du territoire vers des prestataires privés, représentent une part importante des apports des usagers en déchèterie et induisent un transport important vers les unités de recyclage.

L'objectif de cette étude était d'analyser les possibilités de :

- ✓ Développer de nouveaux modes de collecte de proximité distincts des déchèteries
- ✓ Développer des filières locales de valorisation du bois et des végétaux.

Résultats de cette étude :

- La mise en place d'une solution unique de traitement au travers de plateformes territoriales de collecte ne garantit pas un équilibre technico-économique satisfaisant.
- Le déploiement de filières d'économie circulaire des végétaux ne peut se faire à l'échelle du SYPP mais doit être étudié pour chacun des territoires.
- Ajout grille d'analyse par EPCI ?

Actions envisagées :

Développer les outils d'analyse et d'aide à la décision afin d'accompagner des collectivités pour :

- Coordonner et développer des filières agricoles de valorisation des végétaux territoriales,
- Analyser les besoins de chaque territoire et opportunités d'installer des plateformes de collecte dédiées,
- Proposer des solutions pragmatiques et harmoniser à l'échelle du SYPP pour le **développement de l'Economie Circulaire autour des filières Bois et Végétaux**.

Futur centre de valorisation- SYPROVAL

Depuis 2016, le SYPP a mené une réflexion pour limiter les déchets enfouis et favoriser le recyclage au travers d'une étude approfondie.

Suite à cela, le SYPP a lancé puis a signé en 2020 une délégation de service public permettant la construction et l'exploitation d'une unité de tri - valorisation - traitement des ordures ménagères et des encombrants de déchèteries.



Figure 18 : Vue de l'unité SYPROVAL

2 chaînes de tri distinctes destinées aux ordures ménagères et aux encombrants de déchèteries permettant :

- D'extraire les déchets recyclables (emballages ménagers, acier, alu, bois ...)
- D'extraire la partie combustible pour préparer du Combustible Solide Résiduels (CSR)
- De stabiliser les refus ultimes de la chaîne OMR pour en extraire l'eau et en diminuer le poids et l'impact sur l'environnement.

Le traitement des déchets ultimes par enfouissement sera réalisé sur le centre des Granges-Gontardes.

La création de cette unité permettra :

- une **évolution majeure du taux de valorisation** (matière et énergie) des déchets résiduels.
- de **limiter la part de biodéchets enfouis** et de maintenir une politique de prévention et de réduction forte
- effectuer **des opérations de communication** au travers d'un parcours de visite.

Centre de tri Drôme Ardèche Métropolis

Les déchets recyclables sont triés dans le centre de tri de Nîmes. Depuis le 1er janvier 2019, le SYPP trie les papiers, cartons, emballages métalliques mais aussi l'ensemble des emballages plastiques (bouteilles et flacons, pots, barquettes, films ...).

La collecte se fait soit au moyen d'un contenant unique (bac « jaune ») soit au moyen de deux contenants (« jaune » et « bleu »). En 2019, 7 191 tonnes de déchets issus de la collecte sélective ont été triés.

Les syndicats en charge de la gestion des déchets SYPP, SYTRAD, SICTOBA s'associent pour l'exploitation d'un centre de tri des collectes sélectives unique en Drôme-Ardèche.



le futur centre de tri Métropolis

En développant une solution locale pour le tri des déchets recyclables, les syndicats de traitement de déchets Drôme-Ardéchois entendent mutualiser leurs moyens pour répondre aux grands enjeux suivants :

- Disposer d'un outil de tri performant et adapté à chacun des syndicats,
- Garantir et maîtriser la filière de tri sélectif,
- Limiter le transport des déchets,
- Augmenter les performances de geste de tri (en proposant une unité capable de gérer l'extension des nouvelles consignes de tri des emballages quel que soit le mode de collecte choisi par les territoires),
- Assurer le tri de l'ensemble des emballages plastiques et se donner la possibilité de trier de nouvelles matières.

Le centre sera équipé d'un process flexible et évolutif pour s'adapter à d'éventuelles nouvelles filières. Il permettra de trier, dès l'automne 2021, tous les emballages plastiques pour anticiper l'obligation réglementaire de 2022.

La création de cette unité permettra :

- de garantir **la pérennité de solutions de tri des flux de collecte sélective**,
- effectuer **des opérations de communication** au travers d'un parcours de visite.

3.4 Actions de prévention menées par le SYPP

Le Syndicat des Portes de Provence assure une mission complémentaire et d'appui à ses collectivités membres en proposant différentes actions de communication et de sensibilisation auprès du grand public, portées par l'ambassadrice du tri du SYPP :

- **Animations scolaires** : Elles ont lieu chaque année sur le thème du recyclage et du tri des déchets. Les animations proposées varient selon l'âge et le nombre des participants ainsi que des demandes éventuelles des établissements.
- **Visites de sites** : Le Syndicat réalise chaque année des actions en faveur de la réduction et de la valorisation des déchets auprès des différents acteurs du territoire (écoles, associations, élus...). En 2018, ce sont plus de vingt-deux (22) écoles sensibilisées sur le territoire, onze (11) visites de sites de valorisation et traitement (Compostage, Centre d'enfouissement et Centre de tri).



Photo 1 : Centre de traitement des déchets de Roussas - COVED

- **Fête de la nature** : Chaque année au printemps, la ville de Montélimar organise un événement sur plusieurs jours autour de la protection de l'environnement auquel participe le SYPP aux côtés de Montélimar Agglomération sur un stand commun pour une journée (information, collecte de DEEE, animation). Le public concerné est majoritairement des classes d'écoles élémentaires, cependant on note toujours la présence de quelques adultes intéressés par les activités du stand.
- **Interventions extérieures** : L'ambassadrice du tri du Le SYPP réalise régulièrement des interventions lors d'événements ponctuels en lien avec la gestion des déchets et le développement durable tel que la semaine bleue, le mix food Ardèche

Compostage

Le SYPP propose diverses opérations liées au compostage :

Distribution gratuite de compost

En 2019, le Syndicat des Portes de Provence a renouvelé son opération de distribution de compost biologique gratuit aux particuliers du territoire en collaboration avec ses partenaires. Deux distributions ont été ainsi réalisées sur cinq (5) déchèteries, pour 286,8 tonnes de compost issu de déchets verts.

Cette opération vise 2 objectifs :

- Considérer le déchet végétal comme une ressource pour le sol
- Encourager la pratique du compost individuel



Distribution de compost

Vente de composteurs individuels

Depuis 2006, le Syndicat des Portes de Provence promeut le compostage individuel sur l'ensemble de son territoire.

Le compostage individuel sensibilise à la problématique du tri des déchets, et participe à la réduction des quantités d'ordures ménagères. De plus, il valorise les déchets fermentescibles avec la production d'un engrais naturel.

Dès lors, en développant le compostage individuel, le Syndicat souhaite accompagner l'utilisateur dans son geste de tri et ainsi diminuer les quantités de déchets produits par les habitants de son territoire.

En 2019 le Syndicat a fourni, à prix réduit, **896 composteurs individuels aux usagers.**



Figure 20 : Composteur individuel en vente

Outils d'information et diffusion

Réalisation d'un livret déchèterie pour les usagers

Afin d'accompagner les usagers au changement et à l'amélioration du tri dans les vingt-deux (22) déchèteries du territoire, le Syndicat des Portes de Provence a réalisé en interne un livret déchèterie explicitant à la fois la nécessité de réduire la quantité de déchets produits, l'amélioration du tri dans les déchèteries en fonction des bennes présentes et le devenir des déchets valorisés.

Ce livret est disponible sur le site internet et a été distribué par des ambassadeurs du tri sur l'année 2020, directement dans les déchèteries de notre territoire.



le livret déchèterie

Charte Départementale d'éco-manifestations

En octobre 2019, les Présidents de l'Association des Maires de la Drôme, du SYPP et du SYTRAD ont signé une charte départementale d'engagement visant à mettre en œuvre des actions éco-responsables lors des différents évènements qui auront lieu dans les communes, EPCI et Syndicats du département de la Drôme.

Cette charte est composée de quatre articles comprenant vingt-six actions en faveur de la réduction des déchets. Elle reste à promouvoir au sein des collectivités et organisateurs de manifestations.

Vente de compacteurs

Le SYPP propose un outil à prix réduit pour compacter les bouteilles, les canettes et bidons en plastique. Les compacteurs sont disponibles en deux (2) coloris à un prix réduit de 5€.

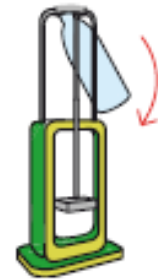


Figure 13 : Compacteur à bouteille

Conclusion et analyse des actions de prévention engagées :

La mise en place des actions de prévention organisées par le SYPP sont apparues récemment. Ces actions portent sur les trois thématiques suivantes :

- **Prévention des OMr par le compostage individuel, visites de sites**
- **Développement du tri sélectif,**
- **Information et sensibilisation en déchèterie.**

L'incidence sur la prévention des déchets des actions aujourd'hui engagées est mal évaluée.

L'enjeu du présent PLPDMA repose ainsi sur la **construction d'un plan d'action logique de la mission de prévention, effectué dans le cadre de la compétence prévention, réduction, valorisation et traitement du SYPP.**

Partie 3 : Les objectifs de réduction et l'analyse du potentiel

1. Objectifs de réduction

Objectifs découlant de l'analyse réglementaire

Prévention	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire de 15% les quantités de déchets ménagers et assimilés produits par habitant en 2030 par rapport à 2010. - Les collectivités territoriales responsables de la collecte ou du traitement des déchets ménagers et assimilés doivent définir un programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés - Elaborer des chartes d'engagement volontaire des secteurs d'activité pour encourager à la prévention des déchets - Promouvoir le jardinage au naturel / pauvre en déchets - Conforter, améliorer et développer la gestion domestique des biodéchets ménagers 	<ul style="list-style-type: none"> - Décliner sur le territoire l'action de lutte contre le gaspillage alimentaire - Poursuivre le déploiement du dispositif "Stop-pub" - Poursuivre les campagnes de sensibilisation axées sur la prévention des déchets - Organiser des rencontres périodiques sur la prévention des déchets - Généraliser et pérenniser l'action territoriale autour de l'économie circulaire - Faire de la commande publique et du dispositif « Administration exemplaire » un levier pour déployer l'économie circulaire
Consommation	<ul style="list-style-type: none"> - Dresser un bilan des pratiques de sensibilisation des consommateurs via les filières REP. - Évaluer, développer et promouvoir l'économie de fonctionnalité - Mettre à disposition du grand public des fiches sur la consommation responsable - Renforcer et systématiser la prise en compte de la 	<ul style="list-style-type: none"> - prévention des déchets dans les politiques d'achats publics et de gestion du parc immobilier public et de gestion des équipements en fin de vie. - Poursuivre et renforcer la politique de consommation éco-responsable de papier bureautique et de dématérialisation des procédures.
Collecte	<ul style="list-style-type: none"> - Atteindre un taux minimum de collecte des piles et accumulateurs : De 45 % au plus tard le 26 septembre 2016. - À partir de 2019, le taux de collecte minimal à atteindre annuellement est de 85 % des DEEE produits, en poids - Atteindre en 2019 un ratio de collecte de 17 kg/hab. an. Il est retenu une collecte supplémentaire de 5,2 kg/hab. à l'horizon 2025 par rapport à 2015, puis 5 kg/hab. à l'horizon 2031 par rapport à 2025. 	<ul style="list-style-type: none"> - Au plus tard le 31 décembre 2023 les biodéchets soient soit triés et recyclés à la source, soit collectés séparément et non mélangés avec d'autres types de déchets. - Donner une visibilité aux soutiens financiers - Atteindre un taux de captage de 100% des déchets dangereux diffus des ménages et assimilés, soit un ratio de 4,5 kg/hab/an
Tri	<ul style="list-style-type: none"> - Etendre progressivement les consignes de tri à l'ensemble des emballages plastique sur l'ensemble du territoire avant 2022, en vue de leur recyclage ; - Harmoniser progressivement les consignes de tri et 	<ul style="list-style-type: none"> - les couleurs des bacs d'ici 2025. - Généraliser le tri à la source des bio déchets d'ici 2025 ; - Installer de nouvelles déchetteries professionnelles
Réemploi Réutilisation Recyclage	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir le développement et la professionnalisation de réseaux de réemploi, réutilisation et réparation - D'ici 2020, la préparation en vue du réemploi et le recyclage au moins des déchets de papier, de métal, de plastique et de verre contenus dans les déchets ménagers assimilés passent à un minimum de 50 % en poids global ; - Au plus tard le 31 décembre 2025, au minimum 65 % en poids de tous les déchets d'emballages seront recyclés ; - Au plus tard le 31 décembre 2025, les objectifs minimaux de recyclage suivants seront atteints pour les matières spécifiques suivantes contenues dans les déchets d'emballages: <ol style="list-style-type: none"> 1. 50 % en poids pour le plastique; 2. 25 % en poids pour le bois; 3. 70 % en poids pour les métaux ferreux; 4. 50 % en poids pour l'aluminium; 	<ul style="list-style-type: none"> 5. 70 % en poids pour le verre; 6. 75 % en poids pour le papier et le carton; - Au plus tard le 31 décembre 2030, au minimum 70 % en poids de tous les déchets d'emballages seront recyclés; - Au plus tard le 31 décembre 2030, les objectifs minimaux de recyclage suivants seront atteints pour les matières spécifiques contenues dans les déchets d'emballages: <ol style="list-style-type: none"> 1. 55 % en poids pour le plastique; 2. 30 % en poids pour le bois; 3. 80 % en poids pour les métaux ferreux; 4. 60 % en poids pour l'aluminium; 5. 75 % en poids pour le verre; 6. 85 % en poids pour le papier et le carton. »; - Porter à 55 % les tonnages des déchets non dangereux non inertes orientés vers le recyclage ou la valorisation organique en 2020 et à 65% en 2025.
Valorisation	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la quantité de déchets faisant l'objet d'une valorisation sous forme de matière, notamment organique, en orientant vers ces filières de valorisation, respectivement, 55 % en 2020 et 65 % en 2025 des déchets non dangereux non inertes, mesurés en masse. - Assurer la valorisation énergétique d'au moins 70 % des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025. Cet objectif est atteint notamment en assurant la valorisation énergétique des déchets qui ne peuvent être recyclés en l'état des techniques 	<ul style="list-style-type: none"> - disponibles et qui résultent d'une collecte séparée ou d'une opération de tri, y compris sur des ordures ménagères résiduelles, réalisée dans une installation prévue à cet effet. - Valoriser tous les biodéchets de qualité et permettre au secteur agricole d'être moteur de l'économie circulaire - Respecter l'objectif de 65% de valorisation matière des DND NI en 2025 (situation en 2015 : 54%) en visant un objectif de 70% en 2031.
Enfouissement	Réduire de 30 % les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2020 par rapport à 2010, et de 50 % en 2025.	

Objectifs majeurs

La note d'analyse du contexte réglementaire rappelée ci-avant décline l'ensemble du cadre réglementaire appliqué à la gestion des déchets. Elle est retranscrite en objectifs concrets au travers du PRPGD Aura (décembre 2019).

Les objectifs principaux qui doivent structurer la politique publique des SPGD sur la période du PLPDMA sont les suivants :

- Réduire de 15% les déchets ménagers et assimilés en 2030 (/2010)
- Réduire de 50% le stockage en 2025 (/2010)
- Atteindre 65% de valorisation matière des déchets non dangereux non inertes en 2025
- Obligation de tri à la source pour tous les producteurs de biodéchets
- Réduire les déchets d'activité (non chiffré)
- Développement de la prévention selon les axes indiqués dans le PRPGD suivants pour atteindre ces objectifs :

	kg/hab	tonnage estimé en 2031 (kt)
Lutte contre le gaspillage alimentaire, détourné des OMr	16	138
Déchets verts, dont 50% se retrouvent en déchèteries pour professionnels	15	131
Compostage individuel	8,3	72
Textiles (réemploi)	1	9
Eco-mobilier (réemploi)	1	9
Changes lavables	1,5	13
Stop pub	1	9
Prévention qualitative (DDD)	1	9
Autres actions (éco-exemplarité, réparations, achats en vrac ...)	5,4	47
Total DMA	50	436
Lutte contre le gaspillage alimentaire, détourné des DAE résiduels	2	18

Tableau 161 : le bilan des actions de prévention

2. Bilan et état d'avancement des objectifs fixés

A partir des différents objectifs réglementaires vus précédemment, il est nécessaire d'identifier où se situe le SYPP, afin d'être en mesure de prévoir les actions à mettre en place pour les atteindre. Pour établir ce bilan, une synthèse des flux et des acteurs œuvrant pour la gestion des déchets permettra de visualiser l'organisation actuelle.

Indicateurs et comparaison aux objectifs réglementaires

Réduire de 15% les déchets ménagers et assimilés en 2030 (/2010)

Les résultats présentés ci-avant montrent que cet objectif n'est aujourd'hui pas tenu puisqu'à l'inverse cette production globale est passée de 452 Kg/hab/an à 642 Kg/hab/an.

Afin de respecter la philosophie du plan régional visant à stabiliser la production de déchets par habitant et par an, Le SYPP doit à minima garantir le maintien de la performance actuelle, voire atteindre la performance régionale fixée à 548 Kg/hab/an, soit -94 Kg/hab/an à l'horizon 2030 (l'objectif pour 2025 correspondant à -53 Kg/hab/an)



Objectif : -53 Kg/hab/an de déchets ménagers d'ici 2025

Pour atteindre cet objectif, le SYPP doit :

- ✓ Développer un programme fort et poussé de prévention sur les déchets à fort impact (Ordures ménagères, encombrants, végétaux, gravats)
- ✓ Agir sur le gaspillage alimentaire
- ✓ Mobiliser et engager les usagers dans la prévention des déchets (réduction à la source)
- ✓ Accroître la visibilité du SYPP et l'impact de ses actions, comme celle de ses adhérents et partenaires, au travers d'un plan de communication adapté aux objectifs

Réduire de 50% le stockage en 2025 par rapport à 2010

A l'échelle du SYPP, 344 kg/hab/an étaient enfouis en 2010, et 345 kg/hab/an le sont encore en 2019.

Dès 2023, l'unité de valorisation permettra une diminution de l'enfouissement de 49%, soit 176 kg/hab/an.

Parallèlement la mise en œuvre de l'ensemble des actions nécessaires à l'atteinte des objectifs réglementaires (généralisation du tri à la source des Biodéchets, prévention sur les encombrants et les ordures ménagères, renforcement de la valorisation matière) viennent à accentuer l'impact de limitation de l'enfouissement au-delà de l'objectif énoncé.



Objectif : Limiter l'enfouissement à 108 Kg/hab/an en 2025

La déclinaison de cet objectif nécessite donc :

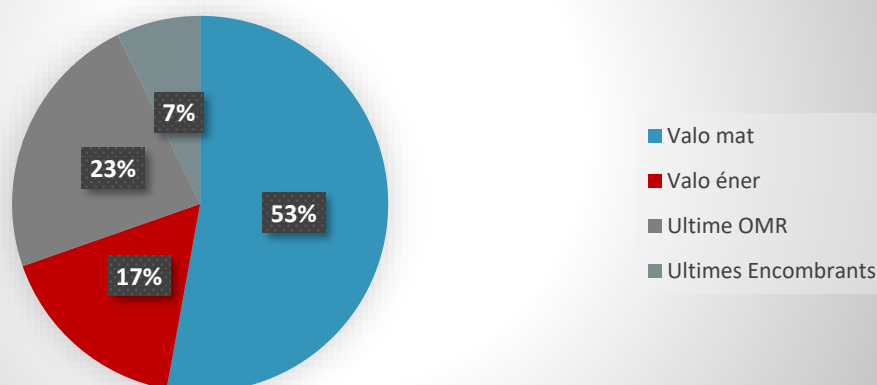
- ✓ La mise en œuvre de l'unité de valorisation des déchets résiduels Syproval
- ✓ La mise en œuvre par les EPCI de l'ensemble des actions de prévention du PRPGD Aura
- ✓ La mise en œuvre de l'ensemble des actions permettant l'atteinte des objectifs évoqués

Atteindre 65% de valorisation matière des déchets non dangereux non inertes en 2025

La mise en œuvre de l'unité de valorisation à partir de 2023 permettra mécaniquement au SYPP d'atteindre un taux de valorisation des Déchets Non Dangereux Non Inertes de 53% contre 46.5% aujourd'hui.

Afin d'atteindre l'objectif de 65% (réglementation) voir 70% (PRPGD), la prévention doit s'accélérer sur les déchets résiduels (OMr et Encombrants)

Répartition tonnage (2019) après mise en oeuvre unité de valorisation



Objectif : Augmenter le tri sélectif de + 21 Kg/hab en 2025



Objectif : Eviter 5 Kg/hab d'encombrants et réorienter 10 Kg/hab d'encombrants vers les filières de recyclage

Pour atteindre cet objectif, le SYPP doit :

- ✓ Réduire les OMr et Encombrants pour augmenter le taux de valorisation matière.
- ✓ Accroître le tri sélectif de +50% d'ici 2025
- ✓ Augmenter la valorisation des encombrants en déchèterie de + 7%

Obligation de tri à la source pour tous les producteurs de biodéchets

a. Biodéchets végétaux

Le fort maillage territorial des déchèteries et l'évolution croissante de la quantité de végétaux pris en charge sur ces sites met en évidence que ce gisement est largement capté séparément sur le territoire et que ces déchets sont correctement valorisés par compostage.

Le SYPP capte aujourd'hui 91Kg/hab/an soit une quantité supérieure à la grande majorité des collectivités AURA.

Même si la séparation de ces biodéchets est pleinement efficiente, le potentiel de prévention pour la gestion de ces déchets végétaux représente un fort enjeu.



Objectifs : Eviter 15Kg/hab/an d'apport des végétaux en déchèterie

Pour atteindre cet objectif, le SYPP doit :

- ✓ Former les citoyens à la réutilisation des déchets végétaux et de leurs produits
- ✓ Encourager les citoyens aux techniques alternatives de broyage, paillage
- ✓ Limiter la prise en charge des DAE dans ce flux

b. Biodéchets alimentaires

Selon l'analyse territoriale, peu de collectivités ont engagé une démarche massive et coordonnée visant à la séparation des biodéchets, hormis l'action de compostage individuel porté par le SYPP à l'échelle du territoire.

Les données MODECOM 2016 relèvent 33% de biodéchets alimentaires dans les Ordures Ménagères soit 92 Kg/hab/an.

Selon l'étude de 2018 (portant sur l'AMO *Projet de Valorisation des déchets ménagers et assimilés du SYPP Avancement étude biodéchets méthanisation*) et en application du scénario applicable pragmatique visant à un « captage efficient de la matière organique variée » il est estimé, selon la typologie de notre territoire et de son habitat, le potentiel de captage suivant :

- | | |
|---|--------------|
| - Détournement par compostage individuel : | -8 Kg/hab/an |
| - Séparation des biodéchets par compostage partagé/ collectif | 19 Kg/hab/an |
| - Séparation de biodéchets par collecte : | 15 Kg/hab/an |

Ce scénario reste corrélé à l'objectif du PLPDMA et permet ainsi d'atteindre :

- | | |
|----------------------------------|--------------|
| - Prévention et détournement | -8 Kg/hab/an |
| - Valorisation matière organique | 34Kg/hab/an |



Objectif : 45% du gisement global de biodéchets alimentaires évités ou valorisés en amendement organique

Pour atteindre cet objectif, le SYPP doit :

- ✓ Encourager davantage le compostage individuel
- ✓ Déployer une action forte et engageant visant à la mise en place de solution adaptée et pragmatique de collecte et séparation des biodéchets
- ✓ Dynamiser l'effet de prévention par la prévention du gaspillage alimentaire

Réduire les déchets d'activité (non chiffré)

Les Déchets d'Activité Economique présents dans les SPGD sont difficilement quantifiables. N'assurant pas la collecte des déchets ni sa réglementation, le SYPP ne possède que peu de possibilité d'intervenir sur ces domaines d'activité, au-delà d'accompagner au développement de nouvelles filières REP.

Pour atteindre cet objectif, le SYPP doit :

- ✓ Encourager les collectivités à mettre en œuvre une fiscalité visant à limiter les DAE (Redevance spéciale, Tarification Incitative),
- ✓ Participer à l'émergence de nouvelles REP (notamment déchets BTP...).
- ✓ Encourager, accompagner dynamiser le développement d'une économie circulaire,

3. Conclusion sur l'atteinte des objectifs réglementaires

Indicateurs	2020	2025	Evolution 2020-2025
DMA	627 Kg/hab/an	574 Kg/hab/an	-10%
Taux de valorisation DNDNI	42,20%	63,13%	21%
Enfouissement	341 Kg/hab/an	108 Kg/hab/an	-76%

Pour atteindre

-53 Kg/hab/an de déchets ménagers d'ici 2025

Le SYPP doit atteindre les objectifs suivants :

Ordures Ménagères : - 88 Kg/hab/an

Encombrants : - 15Kg/hab/an

Végétaux en déchèterie : - 15 Kg/hab/an

Compostage de déchets alimentaires : +34 Kg/hab/an

Tri sélectif : + 21 Kg/hab/an

Recyclage en déchèterie issu d'encombrants : +10 Kg/hab/an

L'atteinte des objectifs réglementaires principaux nécessite un programme d'action très fort et engagé. Ces actions devront être partagées par les EPCI adhérentes au SYPP afin de dynamiser cette politique publique de prévention.

La présentation de chacun des 7 EPCI du territoire, détaillée en annexe, met en évidence la forte disparité des fonctionnements et des indicateurs de performance des collectivités constituant le SYPP. Ils sont le fruit de l'histoire propre à chaque EPCI.

Bilan du territoire – SWOT

Le bilan synthétique présenté ci-après met en évidence la disparité des politiques publiques menées sur les territoires composant le SYPP.

Le Syndicat a mis en place de nombreuses actions sur son territoire qui ont contribué à faire évoluer les pratiques des habitants.

Il peut compter sur ses adhérents pour déployer des actions au plus proche de la population ainsi que sur les diverses entreprises spécialisées dans la gestion et le traitement des déchets.

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> - Forte volonté politique d'accompagner la population vers la prévention des déchets - Une volonté du SYPP d'évolution vers des projets d'envergures ; - Une volonté majeure de développer la communication sous ses différentes formes - Equipes jeunes motivées et dynamiques très investies dans leur travail - SYPP et EPCI sont des structures porteuses de projets - Les EPCI sont forces de proposition / gestion compétence collective - Le SYPP a un rôle de coordination-coopération pour les EPCI - Tissu local entreprises / associations fort et potentiellement porteur de projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipe restreinte en animation limitant le champ des actions - Une méconnaissance du syndicat auprès de la population / Manque de perception du travail du SYPP par la population, voire les élus des EPCI - Peu de lien direct du SYPP avec l'habitant - Manque de supports d'information variés/ Manque de supports d'information accessibles en prêt pour les publics relais - Manque d'harmonisation entre les collectivités du SYPP - Une certaine lenteur de réponses des EPCI / Plusieurs niveaux d'engagement des EPCI au sein du SYPP/ Difficulté de travail avec certains EPCI - Manque d'interaction avec les porteurs de projets locaux - Présence non évaluée des Déchets d'Activité Economiques dans les DMA - Manque d'information sur les consignes de tri et la gestion des déchets en général

OPPORTUNITÉS (externe)	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> - Evolution croissante des coûts de traitement des déchets (notamment ultimes) favorisant l'émergence d'une politique forte et concrète de prévention à la source. - Potentiel de prévention très important - Contexte réglementaire favorable - Réduction/limitation obligatoire en enfouissement - Projet d'unité de Valorisation Syproval - Projet d'unité de tri Metripolis - Coopération CSA3D pour analyse et travail sur des problématiques communes inter-syndicats - Partenariat avec le RCC Aura - Question de la transition écologique très présente dans l'esprit collectif de la population - Appui et accompagnement des éco-organismes dans la conduite et le suivi de projet - Soutiens financiers mobilisables 	<ul style="list-style-type: none"> - Zones de compétences et de responsabilités par toujours évidentes selon le domaine (ex. compostage) - Manque de projection/intégration des enjeux réglementaires et financiers sur le moyen ou long terme par les EPCI - Problématique d'harmonie des politiques locales - Différentes fiscalités EPCI - Limite d'action en déchèterie à cause de la vétusté de certaines déchèteries - Peu d'envie des EPCI de travailler sur la problématique des déchèteries - Crédibilité et retranscription d'actions SYPP - Adéquation des projets à adopter au cadre législatif

Prévention/ axes d'intervention

Considérant d'une part la nécessité de répondre aux objectifs suivants :

- Réduire de 15% les déchets ménagers et assimilés en 2030 (/2010)
- Réduire de 50% le stockage en 2025 (/2010)
- Atteindre 65% de valorisation matière des déchets non dangereux non inertes en 2025
- Obligation de tri à la source pour tous les producteurs de biodéchets
- Réduire les déchets d'activité (non chiffré)

Fixant ensuite la nécessité d'atteindre les performances de préventions suivantes :

- Atteindre -53 Kg/hab/an de déchets ménagers d'ici 2025

Le SYPP doit pour cela doit atteindre les performances de prévention suivantes :

- Ordures Ménagères : - 88 Kg/hab/an
- Encombrants : - 15Kg/hab/an
- Végétaux en déchèterie : - 15 Kg/hab/an
- Compostage de déchets alimentaires : +34 Kg/hab/an
- Tri sélectif : + 21 Kg/hab/an
- Recyclage en déchèterie issu d'encombrants : +10 Kg/hab/an

Considérant d'autre part selon l'analyse du SWOT que le rôle du SYPP dans la prévention des déchets doit avant tout permettre d'engager les EPCI adhérentes au travers d'actions mobilisatrices qui tout en apportant des solutions de prévention, valorisation ou traitement des déchets permettent une optimisation des services de collecte à l'usager et un engagement citoyen.

4 axes d'intervention majeurs répondront aux objectifs fixés :

I.Gestion intégrée des Biodéchets/ Résorption du Gaspillage Alimentaire

II.Economie Circulaire/ Recyclage/ Valorisation matière

III.Eco-Exemplarité/Communication Active et Engageante/ Consommation Responsable

IV.Accompagnement aux collectivités

Au travers du programme d'actions détaillé ci-après, le PLPDMA s'attache donc à intervenir sur le gisement d'évitement prioritaire c'est-à-dire orienter la politique de prévention sur la réduction des déchets résiduels pour accroître le taux de valorisation, diminuer la part enfouie, mettre en place des actions fortes à destination de la prévention et de la séparation des biodéchets.

Cette politique publique sera menée de manière à engager une action de prévention à destination des ménages et des collectivités adhérentes tout en maximisant l'implication des porteurs de projet et en priorité les EPCI à compétence collecte.

PROGRAMME D' ACTIONS

Thématiques d'actions prioritaires



AXE 1 :

Gestion intégrée des Biodéchets/ Résorption du Gaspillage Alimentaire

Engager une politique forte et structurée de gestion intégrée des Biodéchets
Initier une action forte de lutte contre le gaspillage alimentaire



AXE 2 :

Economie Circulaire/ Recyclage/ Valorisation matière

Encourager l'émergence d'une économie circulaire, en favorisant l'économie de proximité

Développer les solutions de recyclage et de tri au quotidien ou en déchèterie

Accroître le tri sélectif

AXE 3 :

Eco-Exemplarité/Communication Active et Engageante/ Consommation Responsable



Développer les actions visibles de prévention et en accentuer la diffusion

Participer au changement de comportement visant à limiter l'obsolescence programmée et les quantités de déchets produits.

Développer l'éco-exemplarité du SYPP pour accroître sa crédibilité

AXE 4 :





Accompagnement aux collectivités



Accompagner les collectivités dans l'optimisation technique et financière de leur service

Encourager auprès des EPCI l'utilisation des outils fiscaux à leur disposition pour maximiser l'action de prévention

Programme d'actions, objectifs ciblés et résultats attendus

		Objectifs réglementaires cibles (pages 27-28)					Résultat attendu 2026 en Kg/Hab/an (selon type de déchets)
		→ Réduire de 15% les déchets ménagers et assimilés en 2030 (/2010)	→ Réduire de 50% le stockage en 2025 (/2010)	→ Atteindre 65% de valorisation matière des déchets non dangereux non inertes en 2025	→ Obligation de tri à la source pour tous les producteurs de biodéchets	→ Réduire les déchets d'activité (non chiffré)	
	Gestion intégrée des Biodéchets/ Résorption du Gaspillage Alimentaire						
	Développer le compostage partagé/ autonome	X	X	X	X		- 19 Kg/hab/an (Omr)
	Lutter contre le gaspillage alimentaire	X	X	X	X		- 18 Kg/hab/an (Omr)
	Développer les collectes des biodéchets	X	X	X	X		- 15 Kg/hab/an (Omr)
	Maximiser le compostage individuel	X	X	X	X		- 8 Kg/hab/an (Omr)
	Economie Circulaire/ Recyclage/ Valorisation matière						
	Accroître le tri sélectif	X	X	X			+21 Kg/hab/an (tri sélectif)
	Développer les solutions de recyclage	X	X	X			+ 10 Kg/hab/an (Valorisation en déchèterie)
	Encourager l'émergence d'une économie circulaire	X	X	X		X	- 5 Kg/hab/an (Encombrants en déchèterie)
	Eco-Exemplarité/Communication Engageante/ Consommation Responsable						
	Eco-Exemplarité	X	X	X			- 1 Kg/hab/an (DMA)
	Promotion de la consommation responsable	X	X	X	X		- 5 Kg/hab/an (DMA)
	Promotion de la gestion intégrés des déchets végétaux	X					- 15 Kg/hab/an (DMA)
	Accompagnement aux collectivités						
	Encourager l'émergence d'une politique structurée de prévention sur les territoires adhérents au SYPP par l'élaboration de PLPDMA locaux	X	X	X	X	X	effet levier non quantifiable
	Accompagner les collectivités dans l'optimisation technique et financière de leur service	X	X	X	X	X	effet levier non quantifiable
	Encourager auprès des EPCI l'utilisation des outils fiscaux à leur disposition pour maximiser l'action de prévention	X	X	X	X	X	effet levier non quantifiable

AXE1 : Gestion intégrée des Biodéchets/ Résorption du Gaspillage Alimentaire



Actions envisagées

1.Développer le compostage partagé/ autonome	>	-19	Kg/hab/an
2.Lutter contre le gaspillage alimentaire	>	-18	Kg/Hab/an
3.Développer les collectes des biodéchets	>	-15	Kg/Hab/an
4.Maximiser le compostage individuel	>	-8	Kg/hab/an

Action I.1

Développement du compostage partagé/ autonome

Le développement du compostage partagé et autonome structuré est une solution de proximité adaptée à l'ensemble des typologies de territoire et à la grande majorité des usagers du service public.

Principe d'action du SYPP

Le SYPP avec l'appui des EPCI à compétence collecte va participer à la structuration de l'organisation nécessaire à la mise en œuvre du compostage partagé et collectif.

Actions envisagées

- ☐ Mettre en œuvre un Groupe Projet Technique (Intercommunalités/ SYPP)
- ☐ Structurer une offre de service selon le modèle GPROX
- ☐ Participer à la formation de chargés de Mission ou de Maîtres composteurs sur les territoires
- ☐ Participer à la formation des Guides et référents de sites.
- ☐ Participer à la création d'un réseau de guides composteur à l'échelle de l'ensemble des EPCI adhérentes
- ☐ Mettre en place des sites pédagogiques et de démonstration.
- ☐ Organiser la coopération entre intercommunalités.

Objectifs quantifiés 2025 : > -19 Kg/hab/an

- ➔ 1 Réseau actif de Guide Composteurs
- ➔ 180 Guides composteurs actifs pour la promotion du compostage et la réduction du gaspillage alimentaire.
- ➔ 2000 référents de sites de compostage
- ➔ Objectif 1000 sites de compostage partagés en 2025
- ➔ 33 000 foyers ayant accès à une composteur collectif
- ➔ 4 153 Tonnes de Biodéchets valorisés par compostage partagé ou collectif en 2025

Action I.2

Engager la lutte contre le gaspillage alimentaire

Toute nourriture destinée à la consommation humaine qui, à un endroit de la chaîne alimentaire est perdue, jetée, dégradée, constitue le gaspillage alimentaire. La lutte contre le gaspillage alimentaire passe par une très grande pédagogie appuyée sur des actions emblématiques et exemplaires à destination du grand public, de la restauration professionnelle ou collective.

Principe d'action du SYPP

Le SYPP, avec l'appui des EPCI et des chambres consulaires, va participer à l'information et la sensibilisation des différents publics (usagers individuels, professionnels)

Actions envisagées

- ☐ Mettre en œuvre/ relayer un plan de communication dédié et marquant sur le gaspillage alimentaire
- ☐ Sensibiliser le grand public et la restauration à la lutte contre le gaspillage alimentaire
- ☐ Renforcer la lutte contre le gaspillage alimentaire dans la restauration collective
- ☐ Participer au développement du sac à emporter ou « gourmet bag »

Objectifs quantifiés 2025 : > -18 Kg/Hab/an

- ➔ 1 Réseau actif de Guide Composteurs
- ➔ 180 Guides composteurs actifs pour la promotion du compostage et la réduction du gaspillage alimentaire.
- ➔ Impulser la démarche « Gourmet Bag » sur chacun des territoires
- ➔ 3 900 Tonnes de denrées non consommées évitées en 2025

Action I.3

Développer les collectes des biodéchets

Sur la majorité des centre bourg denses ou touristiques, contraints par l'espace, la mise en place d'une séparation des biodéchets à la source par compostage étant impossible, un service de collecte doit être imaginé.

Principe d'action du SYPP

Le SYPP avec l'appui des EPCI va participer à l'élaboration d'un schéma directeur de gestion des biodéchets et définir les modalités de recyclage ad-hoc.

Actions envisagées

- ☐ Proposer aux EPCI le lancement d'une étude d'élaboration d'un schéma directeur de gestion des biodéchets comprenant l'analyse des modalités de collecte de traitement des biodéchets
- ☐ Mettre en œuvre une réflexion sur les modalités de valorisation (méthanisation, compostage des biodéchets collectés en PàP, PDR ou PAV)

Objectifs quantifiés 2025 : > -15 Kg/Hab/an

- ➔ 25 000 foyers desservis par une collecte de biodéchets (en PàP, PdR, PAV)
- ➔ 457 Tonnes collectés auprès des DAE (restaurateurs, auberges, commerces...)
- ➔ 3 300 Tonnes de biodéchets collectés en 2025

Action I.4

Maximiser la gestion domestique des biodéchets - Compostage individuel

En proposant l'acquisition de composteur individuel à prix réduit le SYPP fourni chaque année à 1% des foyers du territoire une solution durable de prévention des biodéchets. Cette opération se doit d'être amplifiée et l'engagement citoyen pérennisé.

Principe d'action du SYPP

Le SYPP avec l'appui des EPCI souhaite renforcer l'accès aux différents dispositifs de gestion domestique des biodéchets et encourager la formation et l'information des citoyens.

Actions envisagées

- ☐ Structurer et réorganiser l'offre d'accès au compostage individuel pour renforcer cette solution
- ☐ Proposer une formation à chaque usager souhaitant mettre en place le compostage individuel
- ☐ Développer un guide local de gestion domestique des biodéchets
- ☐ Proposer de nouvelles solutions de gestion domestique des biodéchets (lombricomposteurs, poules...)
- ☐ Relayer auprès des administrés les actualités liées au compostage
- ☐ Encourager les citoyens à participer aux évènements « café-compost »

Objectifs quantifiés 2025 : > -8 Kg/hab/an

- ➔ 11 500 nouveaux foyers équipés d'une solution de gestion domestique de biodéchets
- ➔ 2 300 usagers formés/ sensibilisés au compostage chaque année
- ➔ 1 750 Tonnes de biodéchets valorisés individuellement par les citoyens en 2025

AXE2 : Economie Circulaire/ Recyclage/ Valorisation matière



Actions envisagées :

- | | | |
|---|---|-----------------|
| 1. Accroître le tri sélectif | > | +21 Kg/hab/an |
| 2. Développer les solutions de recyclage | > | +10 Kg/Hab/an |
| 3. Encourager l'émergence d'une économie circulaire | > | -5 Kg Kg/Hab/an |

Action II.1

Accroître le tri sélectif

Le potentiel de déchets d'emballages non-recyclés à ce jour est très important sur notre territoire. Appuyé par les acteurs de la filière : Eco-organismes, nouvelle unité de tri ou recycleurs le SYPP souhaite renforcer le geste de tri des citoyens.

Principe d'action du SYPP

Mettre en œuvre et renforcer l'extension des consignes de tri en visant à harmoniser les consignes sur chacun des territoires et à limiter les refus de tri.

Actions envisagées

- ☐ Mettre à disposition des EPCI du SYPP une unité de tri performante : Metropolis
- ☐ Disposer d'un quai de transfert permettant la maîtrise et le suivi des déchets recyclables
- ☐ Améliorer les modalités de caractérisations des déchets sélectifs
- ☐ Etudier l'opportunité d'harmoniser les consignes de tri
- ☐ Offrir un appui concret aux collectivités pour la sensibilisation au tri des usagers
- ☐ Développer les solutions de tri sélectif « hors foyer » permettant un accès simplifié au geste de tri sur l'espace public ou les manifestations
- ☐ Accompagner par l'émergence des formes de consigne ou de tri/ déconsignation d'emballages contre gratification dans l'espace public en parallèle du schéma de tri en associant les acteurs économiques locaux.

Objectifs quantifiés 2025 : > +21 Kg/hab/an

- ➔ Déployer annuellement 7 Ambassadeurs du tri de manière ciblés sur les territoires
- ➔ Constituer un panel d'outils d'information
- ➔ Recycler 1300 Tonnes de Verre supplémentaires en 2025
- ➔ Recycler 3300 Tonnes d'Emballages supplémentaires en 2025

Action II.2

Développer les solutions de recyclage et de tri au quotidien ou en déchèterie

Aujourd'hui plus de la moitié des déchets déposés dans les encombrants de déchèterie pourraient être triés pour être recyclés sur la déchèterie. Le SYPP souhaite renforcer le geste de tri en déchèterie et proposer de nouvelles solutions de recyclage aux collectivités.

Principe d'action du SYPP

Suivre, accompagner l'émergence de nouvelles filières de recyclage des déchets captés par les déchèteries. Encourager les usagers de déchèterie au respect du tri. Limiter la part des Déchets d'Activités Economiques pris en charge par le service public.

Actions envisagées

- ☐ Mettre à disposition des EPCI du SYPP une unité de tri des encombrants performante Syproval
- ☐ Définir avec les EPCI les possibilités de mise en œuvre de plateformes de collecte Végétaux/Bois
- ☐ Promouvoir le développement de filières agricoles de gestion des biodéchets végétaux
- ☐ Participer au développement de nouvelles filières de recyclage (laine de verre, plâtre, menuiseries, plastiques rigides...)
- ☐ Harmoniser les conditions d'accès en déchèterie à l'échelle du SYPP (Condition d'accès, Harmonie des consignes de tri, Gestion des DAE, modalités de facturation)
- ☐ Etudier et anticiper les évolutions réglementaires, techniques et participer à l'émergence de nouvelles filières REP

Objectifs quantifiés 2025 : > +10 Kg/Hab/an

- ➔ Recycler en déchèterie 3 300 Tonnes supplémentaires provenant des encombrants en 2025
- ➔ Développer au minimum 2 filières locales de recyclage et d'économie circulaire

Action II.3

Encourager l'émergence d'une économie circulaire.

Afin de favoriser la hiérarchie des modes de traitement en privilégiant le don d'objet ; mais aussi dans le but d'encourager le développement d'initiatives locales permettant la réparation, le réemploi ou un recyclage des matériaux destinés à la déchèterie, le SYPP souhaite participer à l'émergence de solutions locales de réemploi ou de recyclage.

Principe d'action du SYPP

Elaborer une concertation, coopération avec l'ensemble des acteurs (ESS et activité économiques, chambres consulaires...) afin d'élaborer une stratégie territoriale d'économie circulaire voir de Bioéconomie.

Actions envisagées

- ☐ Permettre l'émergence locale des nouvelles filières de réemploi, collecte et de recyclage impulsées par le déploiement de nouvelles REP (Article Sport Loisir, bricolage, jeu-Jouets, BCMP, Mégots, gommes à mâcher,)
- ☐ Encourager les recirculations de objets et renforcer les zones de réemploi (réemploi en déchèterie, matériauthèques, recylivre, give-box, bourses, don, troc...)
- ☐ Proposer une forme d'engagement, partenariat avec les acteurs de l'ESS/ le SYPP et les EPCI
- ☐ Encourager le don, le prêt, la location à la mutualisation d'objets
- ☐ Soutenir la réparation d'objets
- ☐ Accompagner l'émergence de projet d'économie circulaire
- ☐ Initier un évènement majeur sous forme d'Assise de la Réduction des déchets au niveau SYPP

Objectifs quantifiés 2025 : > -5 Kg Kg/Hab/an

- ➔ 1 Groupe de concertation Economie Circulaire
- ➔ Effectuer 3 évènements majeurs « Assises de la Réduction des déchets »

AXE3 : Eco-Exemplarité/Communication Active et Engageante/ Consommation Responsable



Actions envisagées :

1. Eco-Exemplarité	>	-1	Kg/hab/an
2. Promotion de la consommation responsable	>	-5	Kg/Hab/an
3. Promotion de la gestion intégrés des déchets végétaux>		-15	Kg/Hab/an

Action III.1

Développer l'éco-exemplarité du SYPP

Afin d'encourager la visibilité du Syndicat des Portes de Provinces, de crédibiliser auprès du public l'engagement du syndicat en faveur de la transition écologique les actions d'éco-exemplarité se doivent d'être accentuées et diffusées

Principe d'action du SYPP

Développer au niveau du Syndicat les actions emblématiques de prévention des déchets et de limitation de l'impact environnementale. Mettre en œuvre un plan de communication permettant de diffuser ces bonnes pratiques.

Actions envisagées

- ☐ Définir et mettre en œuvre les actions de prévention des déchets sur le Syndicat
- ☐ Renforcer et systématiser la prise en compte de la prévention de déchets et de la réduction de l'empreinte écologique dans la politique d'achat public
- ☐ Développer et renforcer la politique de consommation responsable
- ☐ Privilégier les modes déplacement « doux » ou à faible empreinte carbone
- ☐ Définir un plan de communication dédié à l'éco-exemplarité du SYPP et de ses adhérents
- ☐ Elaborer de nouvelles formes de communications pour accroître la visibilité du SYPP
- ☐ Développer de nouvelles stratégies d'information ou de communication

Objectifs quantifiés 2025 :-1 Kg/hab/an

- ➔ Mettre en œuvre les actions du plan de communication « Eco-exemplarité »
- ➔ Disposer d'outils de démonstration de la prévention des déchets propres au SYPP

Action III.2

Développer les actions visibles de prévention et en accentuer la diffusion et consommation responsable

Pour encourager et systématiser la prise en compte des enjeux de réduction des déchets, le SYPP envisage de proposer un panel d'outils de promotion destinés au grand public. Ces outils auront pour but d'accentuer l'engagement citoyen et de valoriser les démarches éco-responsables initiées sur les territoires.

Principe d'action du SYPP

Elaborer des campagnes marquantes et engageante d'information et de sensibilisation auprès des ménages.

Actions envisagées

- ☐ Mettre en place une opération annuelle foyers « zéro déchets »
- ☐ Relayer l'ensemble des actions de prévention des territoires
- ☐ Elaborer et diffuser un kit d'information nouvel arrivant/ touriste en résidence
- ☐ Encourager les communes à adhérer à la charte Eco-manifestions départementale
- ☐ Proposer un kit Eco-manifestions en lien avec la charte « Eco-manifestions »
- ☐ Créer un réseau de diffusion en lien avec les EPCI, Mairies, activités économiques...
- ☐ Création de jeux concours à destination du grand public et des scolaires
- ☐ Création d'un jeu de société sur la thématique de la prévention des déchets

Objectifs quantifiés 2025 : > -5 Kg/Hab/an

- ➔ 5 opérations « foyer zéro -déchets » effectuées d'ici 2025
- ➔ 350 familles participantes aux « foyer zéro déchet »
- ➔ 100% des collectivités du SYPP adhérentes à la charte Eco-manifestions
- ➔ 1 Kit Eco-manifestation
- ➔ 1 Jeu de société grand public SYPP encourageant au changement de comportement
- ➔ 1 réseau de diffusion de l'information au plus près des populations

Action III.3

Promouvoir les modes de gestion intégrés des déchets végétaux

Modifier le modèle classique de gestion des végétaux (collecte en déchèterie et traitement) nécessite une prise de conscience collective des enjeux et bénéfices des pratiques alternatives. Dans cet objectif le SYPP propose d'élaborer une stratégie d'information à destination des différents usagers utilisateurs des déchèteries.

Principe d'action du SYPP

Mettre en œuvre un programme de communication, d'information et de sensibilisation qui permette aux usagers d'apprécier tous les bénéfices de l'usage domestique des végétaux.

Actions envisagées> -15 Kg/Hab/an

- ☐ Encourager l'utilisation des produits de jardin en paillage
- ☐ Encourager l'usage du broyage par les professionnels de l'espace verts
- ☐ Promouvoir le broyage ou le compostage individuel des déchets verts au jardin
- ☐ Encourager l'émergence de solutions de broyage à domicile des déchets végétaux
- ☐ Former sur les techniques de jardinage au naturel
- ☐ Former sur la gestion différenciée des espaces verts
- ☐ Sensibiliser à enjeu de préservation de la biodiversité au jardin et dans l'espace public.

Objectifs quantifiés 2025 :

- ➔ Limiter de 330 Tonnes la production de végétaux apportés en déchèterie
- ➔ 1 offre de service de broyage à domicile existante pour chacune des EPCI
- ➔ 1 offre de formation sur les techniques de jardinage au naturel
- ➔ 5 opérations de démonstration, sensibilisation à l'utilisation différenciée des végétaux en déchèteries

AXE4 : Accompagnement aux collectivités



Action IV.1

Encourager l'émergence d'une politique structurée de prévention sur les territoires adhérents au SYPP par l'élaboration de PLPDMA locaux

Fixant une ligne directrice globale d'action et d'objectif atteignable le PLPDMA du SYPP se doit d'être apprécié, prolongé par les EPCI à compétence collecte en fonction de leur état d'avancement, leur historique et leur moyen.

Principe d'action du SYPP

Encourager chacun des membres du SYPP à élaborer son PLPDMA et planifier une politique de prévention à la collecte au plus proche des besoins de chacun des territoires.

Actions envisagées

- ☐ Associer les représentants des EPCI aux analyses annuelles du PLPDMA SYPP,
- ☐ Apporter un appui technique et de conseil aux collectivités engagées dans l'élaboration d'un PLPDMA,
- ☐ Diffuser entre les intercommunalités du SYPP les projets et bonnes pratiques mis en place sur les territoires,
- ☐ Elaborer une programmation des actions PLPDMA SYPP sur 5 ans permettant aux intercommunalités d'y faire correspondre leur action de leur PLPDMA pour renforcer la mobilisation,
- ☐ Partager une liste des acteurs et porteurs de projets locaux entre les services du SYPP et des EPCI..

Objectifs quantifiés 2025 :

- ➔ Ensemble des EPCI du SYPP couvertes par un PLPDMA

Action IV.2

Accompagner les collectivités dans l'optimisation technique et financière de leur service

Le rôle d'organe de coopération technique entre les collectivités membres du SYPP se doit d'être privilégié afin que l'ensemble des services de collecte possèdent les moyens d'optimiser de manière cohérente leur gestion.

Principe d'action du SYPP

Développer en lien avec les collectivités un ensemble d'outils d'analyse et d'aide à la décision qui leur permette de définir leur stratégie territoriale de gestion des déchets en adéquation avec les objectifs du PLPDMA et en cohérence avec les SYPP.

Actions envisagées

- ☐ Effectuer un MODECOM
- ☐ Mettre à disposition des collectivités un outil de caractérisation
- ☐ Coordonner des études d'optimisation ou des audits internes
- ☐ Organiser des visites thématiques en lien avec l'optimisation des services de collectes et traitement
- ☐ Mettre en place et relayer une veille technique des bonnes pratiques
- ☐ Encourager les collectivités à l'utilisation et au remplissage des données de l'observatoire SINDRA/SINOE

Objectifs quantifiés 2025 :

- ➔ 1 MODECOM
- ➔ 35 caractérisations OMr et Encombrants sur les EPCI membres du SYPP
- ➔ 10 visites thématiques dédiées aux EPCI membres du SYPP
- ➔ 100% des collectivités membres du SYPP utilisant SINDRA/SINOE

Action IV.3

Encourager auprès des EPCI l'utilisation des outils fiscaux à leur disposition pour maximiser l'action de prévention

Le dynamisme de la prévention de déchets se doit d'être corrélé aux outils fiscaux adaptés. En participant au côté des EPCI à la définition d'un système de fiscalité juste, équitable et pérenne le SYPP souhaite engager largement les collectivités et les citoyens dans une démarche de prévention des déchets adaptée au contexte territorial.

Principe d'action du SYPP

Relayer et coordonner avec les EPCI les leviers fiscaux permettant de répondre aux enjeux du PLPDMA.

Actions envisagées

- ☐ *Promouvoir et accompagner les EPCI dans la mise en œuvre de la Redevance Spéciale*
- ☐ *Promouvoir et accompagner les EPCI dans la réflexion sur la Tarification Incitative*
- ☐ *Donner une visibilité de la gestion financière*
- ☐ *Relayer les dispositifs d'aide, de formation et d'échange de bonnes pratiques fiscales*
- ☐ *Encourager les EPCI à la maîtrise de la connaissance des coûts et au remplissage de comptacoût*

Objectifs quantifiés 2025 :

- ➔ **100% des collectivités membres du SYPP déploient la Redevance Spéciale**
- ➔ **100% des collectivités membres du SYPP étudient les possibilités de Tarification Incitative**
- ➔ **100% des collectivités membres du SYPP utilisent comptacoût**

Partie 4 : Organisation nécessaire à l'atteinte des objectifs

Pour atteindre les objectifs cités ci-dessus, le SYPP souhaite mobiliser différents acteurs du territoire afin d'avoir une vue complète de l'ensemble des moyens nécessaires et une vision plus proche de la réalité du terrain. Ainsi, plusieurs réunions se tiendront pour définir la marche à suivre.

1. L'identification des collectivités, personnes ou organismes auxquelles elles incombent

Le SYPP a choisi de rassembler des acteurs œuvrant sur son territoire de divers horizons et aux compétences très variées :

- les techniciens déchets des collectivités membres ainsi que leurs ambassadeurs de tri ;
- les vice-présidents des collectivités en charge de l'environnement ;
- les prestataires de collectes ;
- l'association du collectif nature ;
- les organisations de protection de l'environnement,
- les représentants d'associations agréées de protection de l'environnement exerçant leur activité sur le territoire
- les ESS dont les ressourceries ;
- L'éco-organisme Citéo ;
- L'éco-organisme Ecologic ;
- L'éco-organisme Chimirec ;
- les acteurs économiques,
- les associations de consommateurs

2. La description des moyens techniques, humains

Portage politique :

Les opérations et actions programmées sont suivies par les vice-présidents ayant délégation sur les thématiques. L'ensemble des projets sont présentés au fil de leur avancement en bureau exécutif afin d'être guidés et orientés. Le comité syndical est tenu informé de l'ensemble des opérations mises en place par le Syndicat et l'ensemble des représentants des collectivités membres sont tenus informés de l'avancement des projets au travers des comptes-rendus et procès-verbaux de séances.

Moyens Humains du SYPP :

Le Syndicat assurera au travers de ses équipes l'ensemble de l'animation de la mise en œuvre du programme.

L'axe 1 « Gestion intégrée des Biodéchets/ Résorption du Gaspillage Alimentaire » sera animé suivi et piloté par la technicienne valorisation organique- formé maître composteur.

L'axe 2 « Economie Circulaire/ Recyclage/ Valorisation matière » sera animé à la fois par le technicien en charge du développement des déchetteries, et par l'agent de développement en charge du tri sélectif et de la valorisation matière.

L'axe 3 « Eco-Exemplarité/Communication Active et Engageante/ Consommation Responsable » sera animé par la chargée de communication du SYPP

L'axe 4 « Accompagnement aux collectivités » sera animé par l'ensemble des équipes du SYPP et des partenaires institutionnels au travers de réunion techniques dédiées, d'interventions ou de mission d'expertises.

L'ensemble de l'équipe technique se réunit 2 fois par mois afin d'évoquer l'avancement des actions, d'élaborer en groupe une stratégie et de fixer des objectifs de progression.

La direction, le service communication et le service administratif du Syndicat sont tenus informés et consultés sur l'avancement des projets en réunion d'équipe.

3. L'établissement d'un calendrier prévisionnel de mise en œuvre

Le calendrier prévisionnel suivant fixe la programmation des actions envisagées. Cependant celui-ci pourra évoluer en fonction :

- De l'évolution des obligations réglementaires
- Des opportunités ou nouveau projet émergent non prévu au travers du programme et rentrant du cadre des actions proposées
- L'adéquation entre les projets du SYPP et ceux portés par ses membres
- Des compétences statutaires et des moyens financiers alloués annuellement en débat d'orientation budgétaire ;

Ce calendrier est fourni sous format excel en annexe 1 du PLPDMA

Partie 5 : Les indicateurs et les modalités d'évaluation et du suivi du programme

L'ensemble des indicateurs d'évaluation et de performance du programme sont retranscrits au travers du document des objectifs quantifiés présents sur chaque fiche action.

Déroulé de l'évaluation :

L'évaluation annuelle sera effectuée au premier trimestre de l'année en Commission de Consultation d'Elaboration et de Suivi.

Cette évaluation s'attachera à détailler pour chaque axe prévu au programme un état d'avancement selon les critères suivants (complétés par les résultats du rapport annuel) :

- ➔ Respect du calendrier opérationnel prévisionnel
- ➔ Etat d'avancement des actions : Opération engagée/ programmée/ repoussée/ réorientées
- ➔ Moyens techniques et financiers mis en œuvre sur l'année d'exercice pour chaque action
- ➔ Effets mesurables de l'action selon l'objectif quantifié à horizon 2025
- ➔ Evaluation de la pertinence des indicateurs de performances
- ➔ Débat sur l'application du calendrier d'action et proposition de priorisation des actions de l'année n+1 en fonction des résultats, du contexte et des opportunités.

Flux et acteurs composant le SYPP

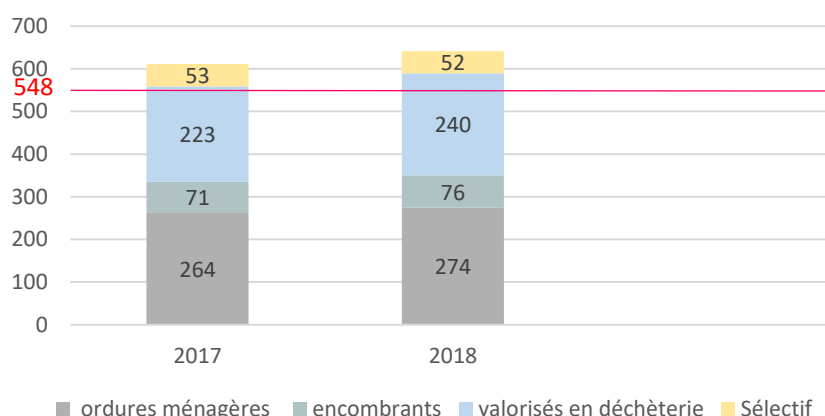
Communes : 15
 Population : 23 124 habitants
 Typologie de territoire : rurale avec ville centre
 Fiscalité déchets : TeOM

Organisation du SPGD :
 Déchèterie : 3 Régie
 Collecte OM : Bacs et PAV Régie
 Collecte sélective : PAV Régie

Le Taux de valorisation matière 2019 des DMA hors inertes de la collectivité est de **49 %**

Données CCARC en kg/hab		Région en kg/hab
2019		2019
Collecte sélective	54	85
Déchèterie	233	231
Encombrants	80	
OM	306	
Total	673	548

Evolution des tonnages de la CC ARC depuis 2017 en kg/hab



Actions locales engagées en matière de prévention :

- Ressourcerie : non
- Plan de communication ECT : oui. Mémo tri, sacs de tri, ambassadeurs du tri en porte-à-porte
- ADT interne : non
- Sensibilisation scolaires internes : non
- Sensibilisation hors foyers : oui
- Campagne média : oui. Presse, magazine, site internet dédié, interview radio
- Compostage collectif : non
- Démarche d'économie circulaire : non
- Autres actions exemplaires de prévention : non

montélimar agglomération



Communes : 26

Population : 67 181 habitants

Typologie de territoire : mixte rurale

Fiscalité déchets : TEOM

Organisation du SPGD :

Déchèterie : 5 Prestation

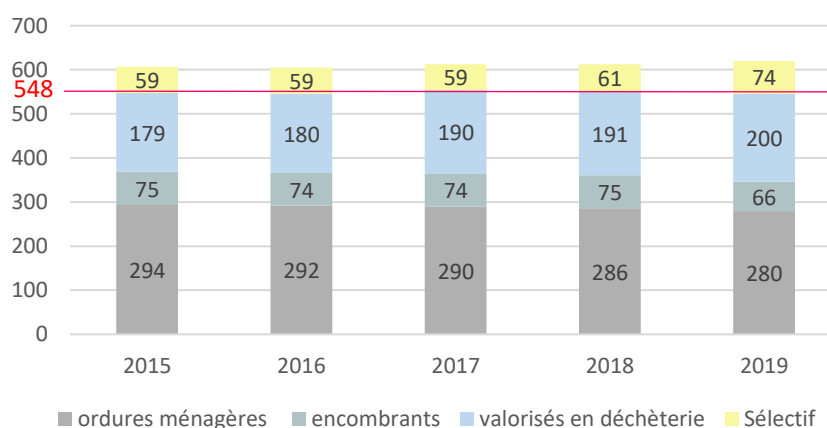
Collecte OM : Bacs et PAV Prestation

Collecte sélective : Bacs et PAV Prestation

Le Taux de valorisation matière 2019 des DMA hors inertes de la collectivité est de **49 %**

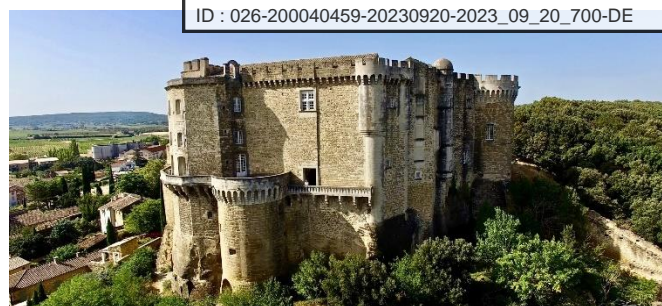
Données CA Montélimar en kg/hab		Région en kg/hab
2019		2019
Collecte sélective	74	85
Déchèterie	200	231
Encombrants	66	
OM	280	
Total	620	548

Evolution des tonnages de la CA Montélimar depuis 2015 en kg/hab



Actions locales engagées en matière de prévention :

- Ressourcerie : oui. Axed
- Plan de communication ECT : oui. Affiches, mémo tri, réglette de tri, sacs de tri, ambassadeurs du tri en porte-à-porte
- ADT interne : oui
- Sensibilisation scolaires internes : oui.
- Sensibilisation hors foyers : oui
- Campagne média : oui. Presse, magazine, site internet dédié, bulletin municipal
- Compostage collectif : non
- Démarche d'économie circulaire : non
- Autres actions exemplaires de prévention : oui. Cahier de jeu, cahier de texte, agenda, livret zéro déchet distribué au CM2, jeux concours auprès des scolaires chaque année



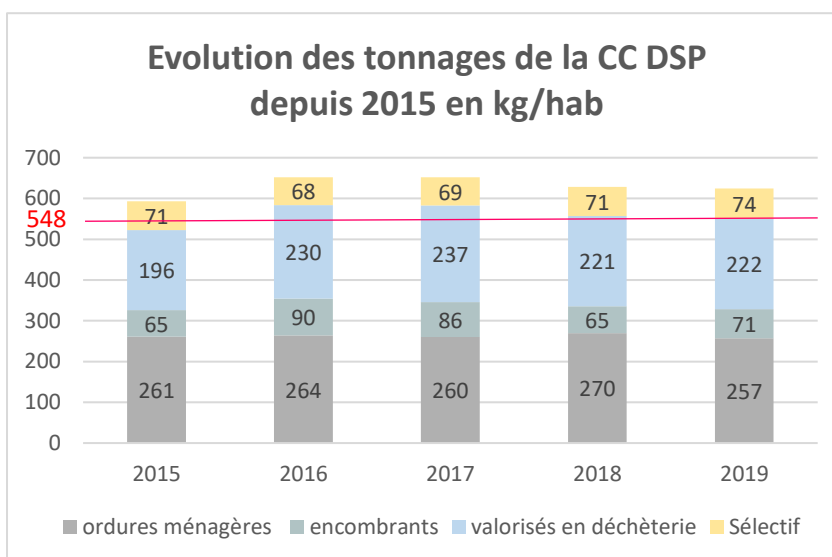
Communes : 14
Population : 43 483 habitants
Typologie de territoire : Mixte rural
Fiscalité déchets : TEOM

Organisation du SPGD :

Déchèterie : 4 Prestation
Collecte OM : Bacs et PAV Prestation
Collecte sélective : Bacs et PAV Prestation

Le Taux de valorisation matière 2019 des DMA hors inertes de la collectivité est de **54 %**

Données CC DSP en kg/hab		Région en kg/hab
2019		2019
Collecte sélective	74	85
Déchèterie	222	
Encombrants	71	231
OM	257	249
Total	624	548



Actions locales engagées en matière de prévention :

- Ressourcerie : oui. Ancre
- Plan de communication ECT : oui. Affiches, mémo tri, sacs de tri, ambassadeurs du tri en porte-à-porte
- ADT interne : oui
- Sensibilisation scolaires internes : oui.
- Sensibilisation hors foyers : oui
- Campagne média : oui. Presse, magazine, site internet dédié, bulletin municipal
- Compostage collectif : non
- Démarche d'économie circulaire : non
- Autres actions exemplaires de prévention : oui. Opération de porte-à-porte sur les communes de Bouchet et Solérieux pour sensibiliser l'habitant en 2019, collecte des déchets verts sur Pierrelatte et Saint Paul Trois Châteaux, présence de l'association Partage



Communes : 9

Population : 19 300 habitants

Typologie de territoire : Rural

Fiscalité déchets : TEOM

Organisation du SPGD :

Déchèterie : 2 Prestation

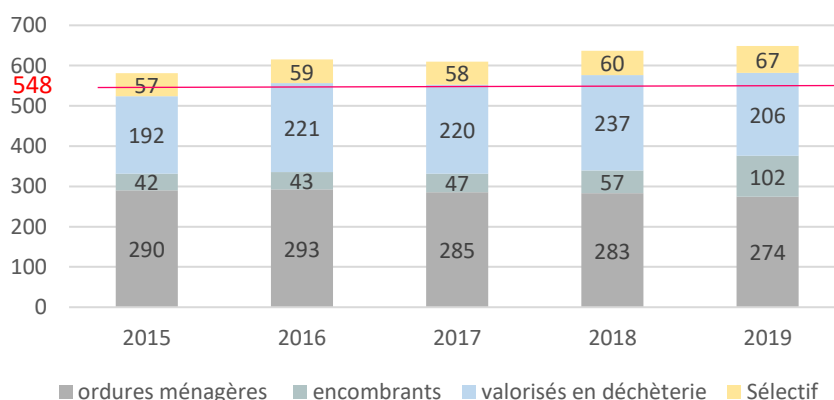
Collecte OM : Bacs et PAV Prestation

Collecte sélective : Bacs et PAV Prestation

Le Taux de valorisation matière 2019 des DMA hors inertes de la collectivité est de **46 %**

Données CC DRAGA en kg/hab		Région en kg/hab
2019		2019
Collecte sélective	67	85
Déchèterie	206	231
Encombrants	102	
OM	274	
Total	649	548

Evolution des tonnages de la CC DRAGA depuis 2015 en kg/hab



Actions locales engagées en matière de prévention :

- Interventions scolaires auprès des CE2, CM1, CM2 par l'association loisir sport nature tous les deux ans ;
- Ressourcerie : oui. Ecate
- Plan de communication ECT : oui. Affiches, mémo tri, réglette de tri, sacs de tri, ambassadeurs du tri en porte-à-porte
- ADT interne : non
- Sensibilisation scolaires internes : oui.
- Sensibilisation hors foyers : non
- Campagne média : oui. Presse, magazine, site internet dédié, bulletin municipal
- Compostage collectif : oui. Composteur partagé sur la commune de Saint Marcel d'Ardèche, composteurs sur les jardins communaux du bord du Rhône
- Démarche d'économie circulaire : oui. Présence de la ressourcerie sur les deux déchèteries
- Autres actions exemplaires de prévention : non



Communes : 21

Population : 9 733 habitants

Typologie de territoire : Rural

Fiscalité déchets : REOM

Organisation du SPGD :

Déchèterie : 2 Prestation

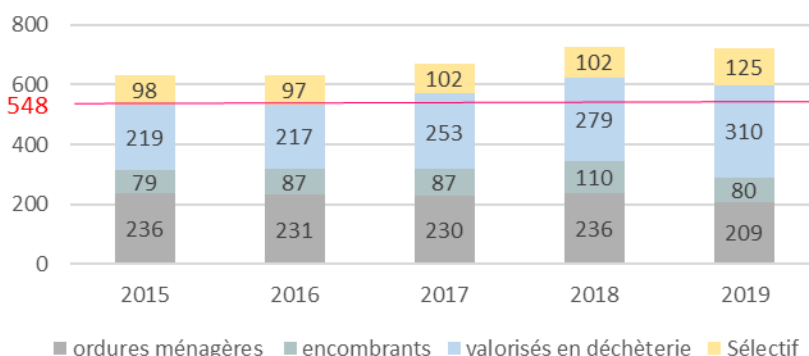
Collecte OM : PAV Prestation

Collecte sélective : PAV Prestation

Le Taux de valorisation matière 2019 des DMA hors inertes de la collectivité est de **68 %**

Données CC DB en kg/hab		Région en kg/hab
2019		2019
Collecte sélective	125	85
Déchèterie	310	231
Encombrants	80	
OM	209	
Total	723	548

Evolution des tonnages de la CC DB depuis 2015 en kg/hab



Actions locales engagées en matière de prévention :

- Ressourcerie : oui. Le Tri Porteur
- Plan de communication ECT : oui. Affiches, mémo tri, sacs de tri, ambassadeurs du tri en porte-à-porte
- ADT interne : non
- Sensibilisation scolaires internes : non
- Sensibilisation hors foyers : non
- Campagne média : oui. Presse, magazine, site internet dédié, bulletin municipal
- Compostage collectif : oui
- Démarche d'économie circulaire : oui. Filière locale de valorisation agricole des déchets verts, présence de la ressourcerie sur les deux déchèteries
- Autres actions exemplaires de prévention : deux plateformes de broyage des déchets verts, projet pilote de lombricompostage, caractérisations d'OM publiques, plan de réduction des déchets, réseau de guide composteur

Communauté de Communes



Communes : 19

Population : 23 469 habitants

Typologie de territoire : Mixte rural

Fiscalité déchets : TEOM

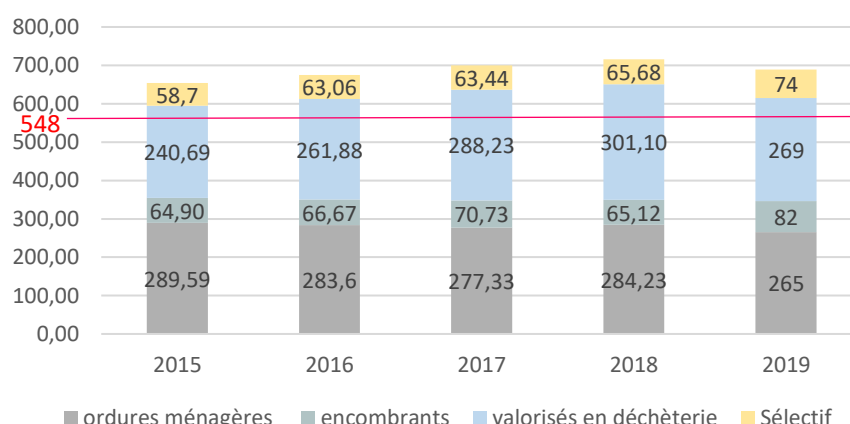
Organisation du SPGD :

Déchèterie :	3	Prestation
Collecte OM :	Bacs et PAV	Prestation
Collecte sélective :	PAV	Prestation

Le Taux de valorisation matière 2019 des DMA hors inertes de la collectivité est de **57 %**

Données CC EPPG en kg/hab		Région en kg/hab
2019		2019
Collecte sélective	74	85
Déchèterie	269	231
Encombrants	82	
OM	265	
Total	689	548

Evolution des tonnages de la CC EPPG depuis 2015 en kg/hab



Actions locales engagées en matière de prévention :

- Ressourcerie : oui. Coup de pouce
- Plan de communication ECT : oui. Affiches, mémo tri, réglettes de tri, sacs de tri, ambassadeurs du tri en porte-à-porte
- ADT interne : non
- Sensibilisation scolaires internes : non
- Sensibilisation hors foyers : non
- Campagne média : oui. Presse, magazine, site internet dédié
- Compostage collectif : non
- Démarche d'économie circulaire : non
- Autres actions exemplaires de prévention : non



Communes : 14

Population : 21 770 habitants

Typologie de territoire : Rural

Fiscalité déchets : TEOM

Organisation du SPGD :

Déchèterie : 3 Prestation

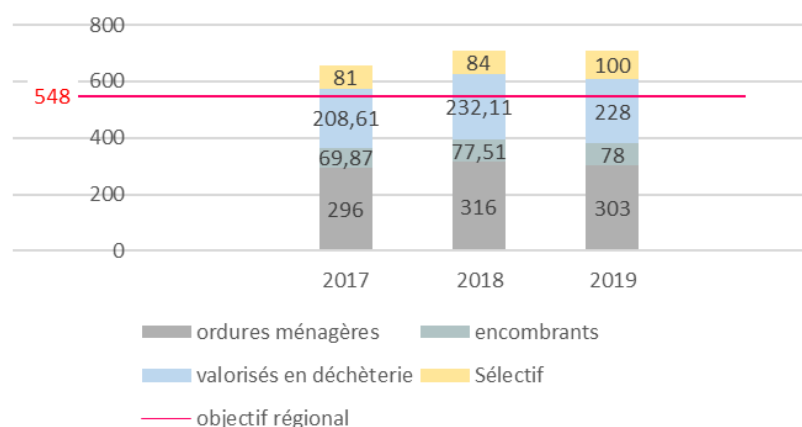
Collecte OM : Bacs Régie

Collecte sélective : Bacs et PAV Régie

Le Taux de valorisation matière des DMA de la collectivité est de **46 %**

Données CC BDP en kg/hab		Région en kg/hab
2019		2019
Collecte sélective	81	85
Déchèterie	269	231
Encombrants	31	
OM	375	
Total	755	548

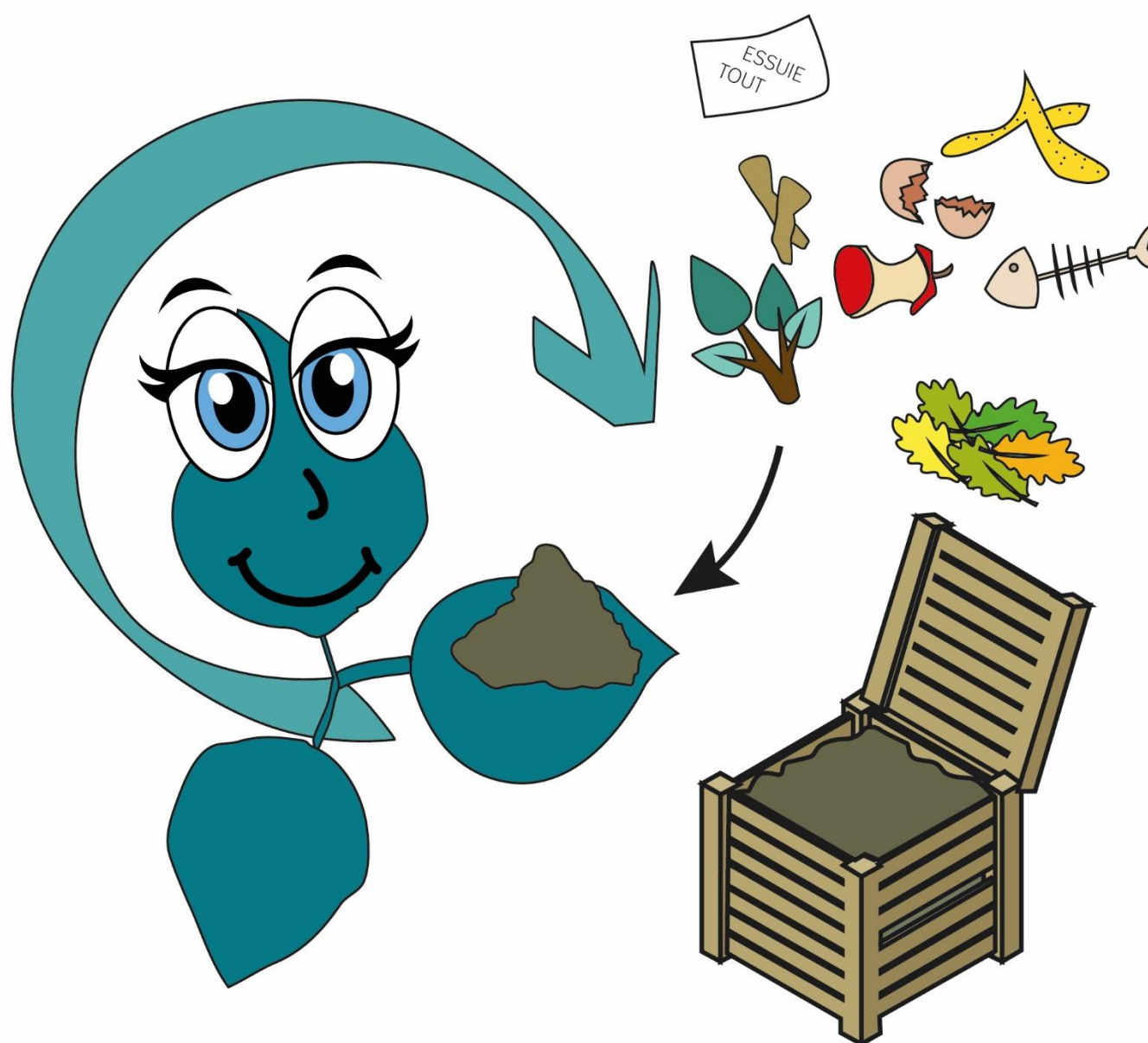
Evolution des tonnages de la CC BDP depuis 2017 en kg/hab



Actions locales engagées en matière de prévention :

- Ressourcerie : oui. Ancre
- Plan de communication ECT : oui. Affiches, mémo tri
- ADT interne : non
- Sensibilisation scolaires internes : non
- Sensibilisation hors foyers : non
- Campagne média : oui. Presse, magazine, site internet dédié
- Compostage collectif : non
- Démarche d'économie circulaire : non
- Autres actions exemplaires de prévention : non

ENSEMBLE, RÉDUISONS NOS DÉCHETS !



Rédaction : Sébastien LIOGIER

Crédits photos : SYPP

Ce rapport annuel est disponible sur
notre site internet : www.sypp.fr

Ou sur notre page Facebook : SYPP26